FERNAND

BRAUDEL

Grammaire des civilisations

Champs histoire

GRAMMAIRE DES CIVILISATIONS

Du même auteur
dans la même collection

La Dynamique du capitalisme
Écrits sur l'histoire (2 vols)
L'Identité de la France (2 vols)
La Méditerranée
Le Modèle italien

Fernand Braudel

GRAMMAIRE DES CIVILISATIONS

Champs histoire

Le texte de ce livre a été publié pour la première fois
dans l'ouvrage collectif de S. Baille, F. Braudel, R. Philippe,
Le Monde actuel, histoire et civilisations,
librairie Eugène Belin, 1963.
Nous remercions les éditions Belin, de nous avoir aimablement
autorisé à reproduire les cartes de ce manuel.
© Les Éditions Arthaud, Paris, 1987.
© Éditions Flammarion, Paris, 1987 ; 2013.
© Éditions Flammarion, Paris, 2024, pour cette édition.
ISBN : 978-2-0804-4907-8

BRAUDEL ENSEIGNE L'HISTOIRE

Ce livre est un manuel – ou plutôt la partie centrale d'un manuel –, publié pour la première fois en 1963. Un manuel conçu et écrit à l'usage des classes terminales de nos lycées, et qu'il nous faut lire aujourd'hui comme tel. Mais sans *a priori* ni réserves, bien au contraire. Car ce n'est pas un texte de circonstance, où l'on retrouverait F. Braudel, bien sûr, mais derrière le manuel. C'est, au sens fort, un manuel de F. Braudel, rédigé dans un contexte un peu exceptionnel, et affronté par lui avec une part de défi. C'est-à-dire un texte écrit non pour ses pairs, ou même pour le grand public qui, à cette date, ne le connaissait pas encore, et dont il ne se souciait guère pour sa part, mais pour un auditoire bien défini, des garçons et des filles de 16 à 18 ans – « des adultes », écrira-t-il en 1983 dans un de ses billets du *Corriere della Sera* reproduit ici même – qu'il voulait toucher, ainsi, inutile de l'ajouter, que leurs professeurs. Un texte destiné à montrer – et à démontrer – que l'histoire la plus exigeante, la plus nouvelle, la plus curieuse aussi des autres sciences de l'homme, pouvait s'enseigner, et comment l'enseigner. Un principe fondamental : intéresser ceux et celles à qui elle était destinée, et à qui il fallait permettre d'affronter en le comprenant le monde dans lequel ils allaient vivre. Pas d'histoire en effet à ses yeux qui ne réponde, par l'interrogation et le détour du passé, aux curiosités, aux incertitudes et aux problèmes du présent.

On percevra mieux, en le relisant aujourd'hui, pourquoi, sollicité pendant dix ans par son éditeur « d'adapter » son texte pour un autre public, il avait, sans jamais vraiment dire non, toujours remis à plus tard. À chaque livre la logique de son écriture, qui n'admet pas les retouches de détail, mais exige que l'on recommence toujours à zéro. Il n'a cessé de le répéter à tous ceux qui l'ont approché : pour bien écrire, et l'histoire doit être bien écrite, par des historiens « maîtres de leur langue », il ne faut jamais corriger, mais toujours réécrire, inlassablement, en reprenant de A à Z, jusqu'à trouver l'expression à la fois la plus exacte et la plus simple de sa pensée, jusqu'à ce que le texte « coule de source ».

Mieux vaut donc que ce livre soit aujourd'hui reproposé dans sa version originale, tout au plus dépouillé de son illustration et de ses documents et notes de lecture. Le paradoxe serait d'ailleurs, si F. Braudel n'en avait pas porté, en partie, la responsabilité, qu'il le soit si tard, à presque un quart de siècle de distance. Ses premiers lecteurs ont dépassé la quarantaine, et les plus jeunes des premiers enseignants à l'avoir utilisé ont atteint la cinquantaine. Comme pour la *Méditerranée*, l'Espagne et l'Italie avaient pourtant donné l'exemple dès 1966. La première en le traduisant dans son intégralité, pour les étudiants de l'Université (Madrid, Tecnos), la seconde en le proposant en ouvrage de poche, régulièrement réédité depuis (Turin, Einaudi, PBE). Ce qui illustre des différences significatives dans la circulation du livre qui pourraient surprendre dans notre Europe en voie d'unification : rien de plus cloisonné, en fait, malgré le parallélisme des cursus et des découpages, que le contenu de nos enseignements secondaires. Ajoutons-y, au risque de forcer les termes, que, comme manuel, il n'a sans doute pas eu, en France même, la diffusion qu'il aurait pu et dû y avoir : combien de conseils de professeurs

auront-ils décidé (comme j'en fis moi-même l'expérience, un peu surpris, en 1964, dans le lycée de province, au nord de Paris, où je venais d'être nommé) qu'il était trop ardu pour les élèves, et qu'il fallait leur en choisir un autre, d'accès plus aisé, en gardant celui-ci comme « livre du maître » ? De quoi garantir, à une époque où les maisons d'édition scolaire distribuaient généreusement leurs manuels, un bel échec éditorial ! Mais je crois volontiers que si ce livre avait trouvé, même ainsi, la moitié de son public recherché, et vraiment servi de « livre du maître », aidant les professeurs à enseigner, dans l'esprit que F. Braudel souhaitait, ce programme nouveau et difficile, qu'il avait largement poussé à faire accepter, il en eût été plus qu'à moitié satisfait. Trouvera-t-il aujourd'hui, enfin, à la fois les lecteurs et le statut que beaucoup voulaient lui mesurer strictement ? Trois raisons au moins invitent à le croire : je tenterai de les exposer tour à tour.

Ce livre, comme beaucoup d'autres, a son histoire, et il faut, pour en apprécier la portée, le replacer dans son contexte : celui de la fin des années cinquante. Le grand effort de reconstruction et de modernisation de l'après-guerre débouche à cette date sur la remise en question d'un certain nombre de structures essentielles de la société française, dont l'inadaptation apparaît évidente, au moins aux yeux d'une « élite » éclairée et ouverte sur l'extérieur. Vérité en politique, vérité aussi pour le système éducatif, soumis à une pression sans précédent, de l'école primaire à l'Université. Il lui faut accueillir les enfants du baby-boom pour une scolarité plus longue, et recruter des maîtres plus nombreux parmi les classes creuses de l'avant-guerre. Les premiers devront apprendre et les seconds enseigner de façon différente des disciplines profondément renouvelées. Et la même

exigence d'un double progrès – en fait, une véritable rupture – en quantité et en qualité vaut pour la formation des autres cadres de la nation, ingénieurs et médecins en tête. Les réformes sont à l'ordre du jour, au nom de la devise « gouverner c'est prévoir ». Mais elles divisent l'opinion, les usagers, les spécialistes. Certaines aboutiront : l'enseignement des mathématiques, les études médicales. D'autres connaîtront un échec total ou partiel. Parmi celles-ci, celle de l'enseignement de l'histoire.

Le principe d'une réforme des programmes d'histoire a été décidé avant la fin de la IV^e^ République : amorcée en 1957, en classe de sixième, elle atteint, à la rentrée de 1962, les classes terminales. Le principe en est simple. L'ancien découpage, en vigueur depuis 1945, de l'histoire en tranches successives, en partant de la Mésopotamie et de l'Égypte, réservait aux deux dernières classes l'époque dite « contemporaine » : 1789-1851 en première, 1851-1939 en terminale. Le nouveau découpage, daté du 19 juillet 1957, en anticipe l'enseignement d'un an et en déplace la division intérieure vers l'aval (1789-1871 en seconde, 1871-1945 en première) pour réserver aux terminales l'étude « des principales civilisations contemporaines ». De ce titre provisoire, le B.O. du 25 juillet suivant détaille le contenu en six « mondes » (occidental, soviétique, musulman, extrême-oriental, asiatique du Sud-Est, africain noir) précédés d'une introduction destinée à en préciser « la conception et le sens » : elle « devra, tout d'abord, définir la notion de civilisation, mais elle soulignera, en l'expliquant, la forme à donner à l'étude envisagée, qui comportera, pour chacun des ensembles énumérés... trois éléments essentiels : fondements ; facteurs essentiels de l'évolution ; aspects particuliers actuels de sa civilisation ».

Cet intitulé représente à cette date, pour F. Braudel, une compensation plus qu'une véritable victoire.

Contraint de quitter la présidence d'un jury d'agrégation qui lui avait permis d'éprouver toutes les difficultés auxquelles pouvait se heurter la nécessaire « réforme du concours », il a en effet été appelé par Henri Longchambon à rédiger la partie concernant les sciences sociales dans le rapport sur la recherche scientifique en France destiné au plan quinquennal en cours de mise au point. Mais le projet soumis par lui d'une petite faculté expérimentale de sciences économiques, sociales et politiques s'était heurté à l'opposition des facultés en place – Lettres et Droit –, menacées de concurrence. En juin 1957, le rapport final présenté au gouvernement le retenait (« sans trop y croire », vu « l'apathie ou la résistance systématique, à base de crainte et de "bon sens", de toutes les institutions en place ») comme une « réforme à long terme », possible dans le cadre d'une « adaptation des structures ». Sous le titre « Les Sciences sociales en France. Un bilan, un programme », on peut en lire le texte, évidemment rédigé par F. Braudel lui-même, dans la première livraison des *Annales E.S.C.* de 1958.

Cependant ce premier échec allait avoir deux conséquences, dues l'une et l'autre à l'initiative de Gaston Berger, alors directeur de l'enseignement supérieur. Le projet de créer à Paris une Maison des Sciences de l'Homme (ou des Sciences Sociales, puisque l'article de 1958 utilise tour à tour les deux expressions), lieu de « regroupement de la recherche », autour d'une bibliothèque et de services communs (« notamment un centre de mécanographie et un laboratoire de cartographie »). Et cette réforme des programmes des classes terminales (et en fait du second cycle du secondaire) qui devait préparer les élèves à l'Université et au monde contemporain, et illustrer pour eux, à travers la notion de civilisation, tout ce que l'histoire pouvait retirer d'une lecture attentive des « sciences sociales voisines : géographie,

démographie, économie, sociologie, anthropologie, psychologie ». Une véritable leçon de choses, à l'échelle du monde.

Mais évacuer l'événement de l'enseignement de l'histoire, ou du moins le reléguer au second plan, même pour une seule année : la réforme était trop brutale pour être acceptée telle quelle, et les résistances ne tardèrent pas. Deux ans plus tard, il fallut composer. Dans le nouveau texte de juin 1959, l'énoncé de la seconde partie, « les civilisations du monde contemporain », regroupe l'Extrême-Orient et l'Asie du Sud-Est en un seul monde dit « de l'océan Indien et du Pacifique », et ajoute une conclusion sur « les grands problèmes du moment ». Et, surtout, la période 1914-1945 est réintroduite dans le programme des classes terminales, pour en occuper tout le premier trimestre, modifiant ainsi l'équilibre de l'année scolaire. La bataille n'était pas encore perdue. Mais elle n'était pas gagnée non plus, comme devaient le montrer toutes les résistances rencontrées dans l'application, les modalités et les directives d'enseignement, les choix des sujets, etc. Un exemple parmi beaucoup d'autres : en pleine décolonisation, alors même que les nouveaux États indépendants cherchaient non sans courage à écrire leur histoire, un arrêté du 10 août 1965 éliminait purement et simplement « le monde africain ».

À l'approche de son entrée en vigueur, les réserves sur le nouveau programme s'expriment de façon ouverte. Comment enseigner l'histoire sans le support du récit, des événements, des connaissances concrètes et vérifiables au moment de l'examen, s'interrogent les responsables du second degré, conscients, sans aucun doute à juste titre, de la rupture totale qu'allait représenter ce programme pour des enseignants formés à une autre école, dans une Université où plusieurs des sciences sociales en cause n'avaient pas encore leur place ? Le

choix ne serait-il pas entre « les faits » d'un côté, « le bavardage » ou « l'abstraction » de l'autre ? Les auteurs des nouveaux manuels, ou des anciens renouvelés, n'hésitent pas à confesser leur perplexité, sinon leur méfiance. Relisons l'avant-propos de l'un des plus réputés (Hatier, 1962), qui fut la bible de générations de khâgneux : « Si l'intérêt de ce programme ne saurait faire de doute, si cette étude du monde contemporain présente attrait et avantage pour des élèves en fin d'études de second degré, on ne peut se dissimuler les difficultés que comporte leur mise en œuvre. Beaucoup de mots techniques devront être nécessairement abordés. Il fallait faire simple... » Et après avoir présenté les « spécialistes », c'est-à-dire les universitaires ou doctorants auxquels ont été confiés les fameux nouveaux chapitres, l'avant-propos poursuit : « Cette équipe de spécialistes s'est attachée à présenter le livre simple et clair que nous souhaitons tous. Elle a voulu indiquer seulement les grandes lignes, comprendre et faire comprendre... À partir de la page 288, quand on aborde l'histoire des civilisations *plus ardue que le simple récit des faits*, "un argumentaire" en caractères gras précise et complète le texte. Il pourra tenir lieu de sommaire, très bref sans doute, mais suffisant, à *l'élève pressé* qui voudra du premier coup d'œil connaître l'armature de la leçon »... En fin de volume « une dernière partie plus pédagogique tente de répondre *aux légitimes inquiétudes des candidats* ».

Que l'on me pardonne cette citation un peu longue, dont j'ai souligné les expressions significatives : elle ne vise à incriminer personne, ni à faire revivre une quelconque bataille manichéenne des Anciens et des Modernes. Mais rien ne montre mieux les enjeux en cause, et les craintes que provoque « ce programme passionnant certes, mais ambitieux ». En écrivant ce manuel, F. Braudel s'engage personnellement, sans illusions excessives sur les oppositions auxquelles il va se

heurter. Et il choisit la difficulté. Il s'en réserve la partie centrale, celle des « grandes civilisations », la plus contestée et critiquée. Et, plaçant en tête du volume quelques pages d'introduction, « Histoire et temps présent », dont la « logique pédagogique » devrait conduire « à reporter de préférence la lecture après la première partie du programme » (l'histoire de 1914 à nos jours)... « quand sera abordée l'étude difficile des grandes civilisations », il réaffirme sans hésiter l'unité profonde de cette lecture globale du monde actuel. Au moment où il paraît, ce manuel n'est donc pas un manuel parmi d'autres : c'est un livre de combat. Et du combat le plus délicat et ingrat à mener : le combat contre les habitudes de sa corporation, car on ne peut imposer, il faut convaincre, et, pour convaincre, recommencer sans cesse, et répéter que les erreurs, les ignorances même les plus scandaleuses sont de tout temps, qu'elles ne sauraient être imputées ni aux élèves, ni aux programmes, ni aux manuels, d'aujourd'hui comme d'hier. Les difficultés – le mot « difficile » revient à deux reprises dans les dix premières lignes, mais il n'y a clairement pas le même sens que dans le texte cité plus haut – ne sont ni niées, ni minimisées. Elles sont abordées de front.

On pourra penser, bien sûr, que F. Braudel s'était inutilement exposé sur un terrain qu'il ne contrôlait pas, et où il ne pouvait donc qu'échouer, face aux inerties d'un système scolaire d'autant moins capable d'évoluer à cette date que le gonflement rapide des effectifs, lié à l'allongement de la durée des études et à l'accès généralisé au premier cycle au moins du secondaire, commençait déjà, dès avant 1968, à le mettre en crise. On pourra penser également que le vrai combat, auquel consacrer tous ses efforts, se situait ailleurs, sur le front de la recherche, de cette « histoire de pointe » qu'il s'employait, après L. Febvre, à dynamiser et à regrouper, sans

exclusive, en jouant de ce merveilleux instrument d'action, alors tout neuf, d'une VI^e Section de l'École Pratique des Hautes Études en pleine expansion. Ou encore sur le front de l'Université, de cet enseignement supérieur qui continuait à lui refuser de participer à la collation des grades. Lancer les recherches, donner au-dehors de l'histoire alliée aux sciences sociales une image renouvelée, imposer les meilleurs dans l'Université et assurer ainsi à la fois le renouvellement des contenus des enseignements et l'élargissement du champ des disciplines enseignées, former dans un autre esprit les futurs enseignants : telle aurait été la voie de la raison. Un pari différent sur le temps et la transformation lente. Mais F. Braudel n'aimait pas être raisonnable. Il suffit pour s'en convaincre de relire ses derniers mots prononcés en public à Châteauvallon, le 20 octobre 1985 : « Des gens que j'aime bien m'ont dit : "Ne sois pas déraisonnable, comme d'habitude." Croyez-vous que j'ai suivi leur conseil ? » (*Une leçon d'histoire de Fernand Braudel, Châteauvallon, octobre 1985*, Paris, Arthaud-Flammarion, p. 224). La boutade, comme toujours chez lui, suggère sur le mode ironique ce qui est à ses yeux l'essentiel. Et, dans le cas de l'enseignement (de l'histoire, comme d'ailleurs de toutes les autres disciplines), l'essentiel, c'était l'intime conviction, régulièrement réaffirmée, qu'une réforme ne se détaille pas. Pour avoir quelque chance d'aboutir, elle ne peut se limiter à l'un des étages – l'école primaire, le premier ou le second cycle du secondaire, l'Université. Il faut qu'elle soit totale.

Quoi qu'il en soit, il a eu le sentiment, assez justifié, d'avoir échoué sur le front de l'école. Bien avant même que de nouveaux textes officiels n'aient délivré les élèves des classes terminales de ce programme qui dérangeait trop d'habitudes et rétabli la bonne vieille histoire événementielle du temps présent – de 1914, puis de 1939 à

nos jours – à la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre, « le Braudel », mis de fait à l'index, avait été discrètement retiré de la vente, en 1970 : un signe qui ne trompe pas. Mais le problème n'était pas à ses yeux celui d'un livre : il était, bien plus profondément, celui de l'enseignement de l'histoire. Un problème qui l'aura préoccupé jusqu'au dernier jour, et qui réveillait toujours chez lui une passion batailleuse.

On connaît ses interventions répétées pour dénoncer en toute occasion, et jusqu'à la veille même de sa mort, l'aberration que représentaient pour lui les nouveaux, puis les « nouveaux-nouveaux » programmes. Son article du *Corriere della Sera* de 1983, publié ci-dessous, reprend les arguments qui avaient été les siens, quatre ou cinq ans plus tôt, dans un débat qui réunissait notamment J.-P. Chevènement, M. Debré, A. Decaux, et annonce ce qu'il redira, deux ans plus tard, à Châteauvallon. Là encore, en racontant le siège de Toulon – celui de 1707, auquel il a consacré de longues pages de *L'Identité de la France*, et non celui, trop connu, de 1793 – devant des élèves de troisième d'un CES de Toulon, en présence des caméras, il avait donné l'exemple et payé de sa personne : le film est là pour en témoigner. Mais là encore aussi, il ne s'était pas contenté de s'adresser aux élèves. Il avait tenu à répondre, le 17 octobre, à certaines au moins des questions qu'avaient préparées pour lui une quarantaine de professeurs sur l'enseignement de l'histoire, l'histoire de l'art, la place des sciences et des techniques, celle de la géographie et, encore et toujours, les programmes scolaires.

Les notes prises à l'occasion de cet entretien par mon collègue Gilbert Buti confirmeraient, s'il en était besoin, la continuité de ses positions. Il avait tenu à redire sa foi dans une histoire ouverte aux apports des autres sciences de l'homme – mais sans jamais se confondre avec elles,

car l'histoire garde l'avantage irremplaçable de la maîtrise du passé, comme passé, qui lui permet de mieux saisir le présent. Et il avait réaffirmé sa profonde désapprobation d'un découpage des programmes qui semblait s'ingénier à prendre les problèmes, et à affronter les difficultés, dans l'ordre inverse de celui qui aurait permis de les résoudre. Dans les petites classes, l'histoire nouvelle. Dans le second cycle, et jusqu'en terminale, l'histoire traditionnelle, le récit, les événements, la chronologie, les guerres. Alors qu'à ses yeux la démarche devait être strictement l'inverse. Écoutons-le, une fois encore, à Châteauvallon : « Si j'étais responsable, jusqu'à la classe de 1re, j'enseignerais l'histoire traditionnelle, l'histoire-récit : on raconte, on s'arrête, on explique une chose un peu plus importante, et de temps en temps on glisse des remarques de sociologie, d'économie sociale, etc. ; je concentrerais "l'histoire nouvelle-nouvelle" et "l'histoire nouvelle-nouvelle-nouvelle" dans les classes terminales. Parce que je trouve affreux, abominable, qu'on interroge au bac les enfants sur la période de 1945 à 1985 comme on le fait aujourd'hui. Je suis sûr que si j'étais examinateur je collerais n'importe quel historien au bachot ! Et si je m'interrogeais moi-même, je me collerais personnellement ! »

N'y voyons pas, là encore, une simple boutade, prononcée dans l'euphorie de cette rencontre. L'article de 1983 ne dit pas autre chose, dans des termes encore plus nets, à ses lecteurs italiens : « D'où vient ce scandale ? D'une décision absurde de l'Éducation nationale. Personnellement, comme je l'ai toujours proposé, j'aurais mis une initiation à l'histoire nouvelle au programme de la *seule classe terminale*. L'histoire nouvelle est une annexion voulue des diverses sciences de l'homme. Ces diverses sciences regardent, expliquent le monde actuel, en rendent la confusion intelligible. Et il me semble

nécessaire qu'à dix-huit ans, à la veille de se préparer à un métier quel qu'il soit, nos jeunes gens soient initiés aux problèmes actuels de l'économie et de la société, aux grands conflits culturels du monde, à la pluralité des civilisations... »

À sa façon, provocante, F. Braudel aura donc tenu à réaffirmer jusqu'au bout sa croyance intime dans un véritable projet pédagogique qui ferait à l'histoire (« Qui niera le rôle violent de l'histoire ? ») une place centrale, et l'utiliserait comme instrument privilégié de décryptage et de compréhension du monde, en fait du passé et du présent tout ensemble. Mais il n'a jamais cessé de répéter « sur tous les tons » que l'histoire traditionnelle – le récit, appuyé sur une chronologie précise – était la seule capable à la fois de fixer l'attention des plus jeunes élèves – des « enfants », par opposition aux « adultes » des classes terminales – et de leur donner « l'indispensable apprentissage du temps ». Or ce serait une erreur de voir dans cette affirmation régulièrement reprise une argumentation de circonstance, cherchant à rétablir au nom de je ne sais quel œcuménisme, la continuité entre « histoire traditionnelle » et cette « histoire nouvelle », alors qu'il avait consacré son énergie de chercheur et ses pouvoirs d'administrateur scientifique à créer, de l'une à l'autre, la rupture. Comme s'il avait dû innocenter à tout prix l'histoire qu'il préférait appeler « de pointe », comme il y a des mathématiques de pointe, de tous les péchés que l'on voulait, à tort ou à raison, lui imputer : n'en avait-on pas fait, presque au plus haut niveau, l'un des coupables de Mai 1968 ?

Avec la maturité, les difficultés rencontrées et les échecs, F. Braudel aura sans aucun doute précisé et durci sa position. Mais la véritable clef, il convient de la rechercher bien en amont, dans l'expérience accumulée au cours de quelque dix ou douze années d'enseignement

secondaire en Algérie et à Paris, entre 1923 et 1935. Même si la recherche est là pour la stimuler, la vivifier, la renouveler, l'histoire est d'abord faite, à ses yeux, pour être enseignée. Et l'une de ses premières conférences au Brésil, en septembre 1936, devant l'Instituto de Educação de São Paulo, porte précisément le titre de « Pédagogie de l'histoire » : le texte, publié à l'époque en portugais dans les *Archivos* de cet institut, en a été réédité en 1955 dans la *Revista de historia* de São Paulo (nº 23, pp. 2-21). Engagé dans la préparation de la *Méditerranée*, F. Braudel (on serait tenté de dire « Braudel avant Braudel ») y livre déjà le noyau de ce qu'il ne cessera de répéter pendant cinquante ans.

Pour transformer le « roman scolaire » en « roman d'aventures » (je traduis librement du portugais), pas d'autre secret que la simplicité qui va à l'essentiel, non pas la « simplicité qui mutile la vérité, qui énonce le vide et qui constitue un nom d'emprunt pour la médiocrité, mais la simplicité qui est clarté, lumière de l'intelligence... « Aller à ce qui fait le centre d'une civilisation : la Grèce, une civilisation de la mer Égée, de la Thrace à la Crète – et non de la péninsule balkanique. L'Égypte, une civilisation du Nil domestiqué. » Son modèle : Henri Pirenne, « le premier historien de langue française d'aujourd'hui », et, à travers lui, un enseignement qui tourne le dos au livre pour se confier à la parole. Pour se faire comprendre, bannir les termes abstraits. Pour se faire écouter, « laisser à l'histoire son intérêt dramatique », et faire que l'histoire « soit toujours intéressante ». Enseigner l'histoire, c'est d'abord savoir la raconter. Et, pour conclure : « De l'activité historique à l'activité didactique, il y a comme un passage d'un cours d'eau à un autre... Attention : votre tâche pédagogique ne doit pas être orientée par vos préférences scientifiques. J'insiste. Notre collègue manquerait à tous ses devoirs s'il

parlait seulement à ses élèves de sociétés, de chèques, de prix du blé. L'historiographie a traversé lentement différentes phases. Elle a été la chronique des princes, l'histoire des batailles, ou le miroir des événements politiques ; aujourd'hui, grâce aux efforts de pionniers audacieux, elle plonge dans les réalités économiques et sociales du passé. Ces étapes sont comme les marches d'un escalier qui conduit à la vérité. Ne sacrifiez aucune de ces marches quand vous serez en compagnie des étudiants... » L'important, ajoute-t-il plus loin, empruntant son exemple à une géographie étroitement associée en France à l'enseignement de l'histoire, ce n'est pas, pour expliquer les marées, de partir de la théorie scientifique la plus exacte, c'est d'y arriver. Et la « marée du baccalauréat », dénoncée par Henri Poincaré, peut être un excellent point de départ pédagogique. Ces lignes révèlent la continuité presque surprenante d'un choix fait très tôt, et maintenu jusqu'au dernier jour : F. Braudel, ou une certaine passion de l'enseignement de l'histoire, et de l'histoire qui s'enseigne. Qui oserait dire que cette proposition pédagogique a perdu aujourd'hui, à l'heure d'une nouvelle réforme, son actualité ? Notons en tout cas au passage que cette proposition, défendue avec passion pour l'histoire, vaut aussi pour d'autres disciplines tout aussi fondamentales à ses yeux, comme les mathématiques ou la grammaire.

La troisième piste, que je me contenterai d'esquisser ici, serait celle qui tendrait à replacer cet ouvrage faussement « mineur » (et, avec lui, tout un ensemble d'autres textes) dans la continuité d'une œuvre. Prisonnier de sa réussite, F. Braudel s'est vu souvent enfermer dans un seul livre, et beaucoup se sont plu à établir entre la *Méditerranée*, *Civilisation matérielle* et l'*Histoire de France* des oppositions, et un classement. Je crois au contraire que

son œuvre gagne aujourd'hui, avec le recul, à être relue à la fois dans sa totalité et dans sa continuité. La parole et l'écriture, l'une et l'autre répétitives (mais « enseigner, c'est répéter » constituait l'une de ses devises favorites), y jouent, étroitement imbriquées, un rôle central dans l'élaboration d'une pensée, d'une formulation, d'un style. Elles lui permettent de jouer avec les idées et avec les concepts, de les apprivoiser puis de les abandonner, avant de leur trouver leur expression et leur place définitives. D'un texte à l'autre, les reprises, comme les tuiles d'un toit qui se recouvrent, suggèrent l'impression d'une surface homogène. Mais celle-ci, dans son déroulement, ne cesse d'introduire des motifs nouveaux qui, d'abord esquissés, sont peu à peu, et toujours de façon progressive, développés et intégrés.

Dans cette perspective, la *Grammaire des civilisations* occupe une position intermédiaire entre, d'un côté, la première édition de la *Méditerranée* (1949) et, de l'autre, la seconde (1966) et le premier tome de *Civilisation matérielle* (1967). Elle s'appuie à l'évidence sur le chapitre V de l'*Encyclopédie française*, t. XX (1959), « L'histoire des civilisations : le passé explique le présent » (réédité dans *Écrits sur l'Histoire*, 1969, pp. 255-314), ainsi d'ailleurs que sur les autres « grands » textes de ces mêmes années, au premier rang desquels « Histoire et sciences sociales. La longue durée » (*Annales E.S.C*, 1958). En fait, elle lui fournit l'occasion de développer et de porter à son terme (évidemment provisoire), en profitant des conseils et des connaissances de nombreux chercheurs appelés à son initiative dans les départements des « Aires Culturelles » de la VI^{e} Section de l'E.P.H.E. – aujourd'hui l'E.H.E.S.S. –, une réflexion sur la notion même de civilisation, rencontrée dans la Méditerranée comme « la première et la plus complexe des permanences », avec toutes les contradictions dont

elle est porteuse. Car les civilisations sont « fraternelles et libérales, mais en même temps fermées, exclusives, revêches... ; pacifiques » et « non moins, guerrières ; d'une étonnante fixité » et, « en même temps, mobiles, vagabondes ». Peu à peu, un vocabulaire se met en place, appuyé comme toujours chez lui sur un réseau cohérent d'images : la superposition des niveaux, l'imbrication des durées, etc. Touche après touche, il précise le sens qu'il attribuera à chaque mot, dans un système qui reste le sien, et qui se justifie d'abord par sa capacité à épouser le plus étroitement possible les contours de la complexité du réel, et à en suggérer tout ce qui, par son opacité, échappe à l'analyse. Il suffit de penser au mot culture, dont il finira par écrire, après s'être longtemps interrogé (et encore dans les pages qui suivent), par référence à la langue allemande, sur les rapports entre civilisation et culture, qu'une culture, « c'est une civilisation qui n'a pas encore atteint sa maturité, son optimum, ni assuré sa croissance » (*Civilisation matérielle*, I, p. 79). Définie au contraire ici successivement par référence à l'espace, à la société, à l'économie et aux mentalités collectives, la civilisation se voit, en 1963, identifier avec la longue durée elle-même : « Ce qui, à travers des séries d'économies, des séries de sociétés, persiste à vivre en ne se laissant qu'à peine et peu à peu infléchir. » Mais non avec la totalité de l'histoire, pour laquelle il est encore à la recherche d'un troisième mot qui ne soit ni civilisation ni culture (1959), et pour laquelle il finira, mais plus tard, par choisir celui de société, défini, cette fois au singulier, comme « l'ensemble des ensembles ».

F. Braudel a souvent repris à son compte, et une dernière fois dans l'introduction de *L'Identité de la France*, l'affirmation de Marc Bloch : « Il n'y a pas d'histoire de France. Il n'y a qu'une histoire de l'Europe », mais pour ajouter aussitôt : « Il n'y a pas d'histoire de l'Europe, il

y a une histoire du monde. » Il n'a pas eu le temps de porter à son terme cette histoire de France qui était, il le savait, son dernier pari. Il n'a fait qu'esquisser, par le film et le texte (*L'Europe*, Paris, Arts et Métiers Graphiques, 1982), cette histoire de l'Europe qu'annonçait la *Méditerranée*. Il nous a donné, avec *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* une histoire du monde qui débouchait, à la différence de la *Méditerranée*, sur une interrogation sur le présent et l'avenir proche. À plus d'un titre cette « grammaire des civilisations » du monde actuel la prépare et la complète.

Maurice Aymard

EN GUISE DE PRÉFACE

Il a suffi d'un mot de François Mitterrand, lors de son allocution du 16 septembre dernier, pour ranimer la querelle de l'enseignement de l'histoire. Elle ne demandait sans doute qu'à rebondir.

C'est une vieille querelle qui fait toujours recette et qui ne laisse personne dans l'indifférence, ni le public, plus que jamais épris d'histoire, ni les hommes politiques obligés d'être aux aguets, ni les journalistes, encore moins les professeurs d'histoire. C'est une vieille querelle qui ne nous apprend rien de nouveau et dont le cercle, cependant, ne cesse de s'agrandir. Toutes les controverses s'y logent à l'aise. Elles y arrivent au bruit du canon, comme les bonnes troupes.

En principe, il s'agit seulement des programmes de l'enseignement primaire dont, curieusement, on parle à peine ; des programmes de l'enseignement secondaire qu'on évoque plus encore qu'on ne les étudie. Il s'agit aussi du désastre ou soi-disant désastre de cet enseignement jugé d'après les résultats qu'on dit scandaleux de nos enfants. Mais pourraient-ils, ont-ils jamais été parfaits, ces résultats ? Vers 1930, une revue d'histoire se complaisait déjà, dans les colonnes d'un sottisier copieux, à énumérer les bourdes des potaches. Et pourtant, à cette époque-là, le bon enseignement se faisait au travers du sacro-saint manuel de Malet-Isaac – dont tant de discuteurs font aujourd'hui l'éloge.

Enfin, est mise en cause l'évolution de l'histoire elle-même, dans ses formes diverses. Pour les uns, l'histoire traditionnelle, fidèle au récit, esclave du récit, accable les mémoires, en prodiguant sans le moindre souci de les épargner les dates, les noms des héros, les faits et gestes des grands personnages ; pour les autres, l'histoire « nouvelle » qui se veut « scientifique », qui cultive entre autres la longue durée et néglige l'événement, serait responsable de ces échecs didactiques qui sont de véritables catastrophes, entraînant pour le moins l'oubli impardonnable de la chronologie. Cette querelle des Anciens et des Modernes n'a-t-elle pas bon dos ? Dans un débat qui est de pédagogie et non de théorie scientifique, elle cache les problèmes et les « culpabilités » au lieu de les éclairer.

Le problème est-il vraiment si compliqué ? Vous avez devant vous, avec le *secondaire*, de jeunes enfants, puis des adultes. Forcément, à un moment donné, l'enseignement doit changer, celui de l'histoire comme celui des autres matières. Le problème est de savoir comment vous allez répartir les questions à enseigner sur des années de scolarité qui se suivent et ne se ressemblent pas. Au début : des enfants ; à la fin : des adultes. Ce qui convient à ceux-là ne convient pas à ceux-ci. Il s'agit d'opérer un partage, et qu'il y ait, pour ce faire, une idée directrice, un classement des urgences et des exigences, une intelligence attentive.

J'ai toujours prôné, pour les *enfants*, un récit simple, des images, des séries de télévision, du cinéma, soit en gros une histoire traditionnelle mais améliorée, adaptée aux *médias* dont les enfants ont l'habitude. Je parle en connaissance de cause. J'ai été longtemps, comme tous les universitaires de ma génération, professeur de lycée et je réclamais toujours, à côté des classes terminales ou de concours qui m'étaient confiées, une classe de 6e, c'est-à-dire des enfants de dix à douze ans. C'est un

public délicieux, spontanément émerveillé, devant qui on peut faire défiler l'histoire comme avec une lanterne magique. Le grand problème est, chemin faisant, de lui faire découvrir la perspective, la réalité du temps vécu, les directions et significations qu'il implique, les successions qui, en le marquant, le jalonnent et lui donnent un premier visage reconnaissable. Je trouve abominable, en soi, qu'un élève moyen ne situe pas Louis XIV par rapport à Napoléon, ou Dante par rapport à Machiavel... Que le temps, peu à peu reconnu, prête donc le moins possible à confusion ! Mais que le récit facile s'ouvre comme de lui-même sur des spectacles, des paysages, des vues d'ensemble ! Nous sommes en tels ou tels lieux, à Venise, à Bordeaux, ou à Londres... À côté de l'apprentissage du temps, s'impose aussi l'apprentissage du vocabulaire : apprendre à jouer précisément avec les mots, les abstraits et les concrets... Avec les notions clefs : une société, un État, une économie, une civilisation... Tout cela le plus simplement du monde. Exiger la connaissance des dates essentielles, situer dans le temps les hommes éminents, importants ou même détestables. Les mettre à leur place.

Nous voici maintenant au-delà de la ligne de partage, face à des jeunes gens, aujourd'hui peut-être plus libres, plus malheureux aussi, que nous ne l'étions à leur âge, révoltés, alors qu'en fait, c'est la société, c'est le monde, c'est la façon de vivre qui changent autour d'eux et les emportent dans leurs mouvements, leurs contraintes et leurs colères. Ils sont peut-être moins intellectuels, moins livresques, mais aussi intelligents, assurément plus curieux que nous ne l'étions quand nous finissions nos apprentissages. Alors quel discours *historique* leur imposer ?

Nos absurdes programmes, en France, leur infligent, en classe de première, le monde de 1914 à 1939, puis, en

classe terminale, le monde depuis 1939. Deux fois le vaste monde, mais celui de la politique, des guerres, des institutions, des conflits. Soit une masse fabuleuse de dates, d'événements. Je défie aucun historien, doué d'une mémoire de cheval, de subir avec un succès garanti toute interrogation sur cette masse de faits souvent médiocres, se succédant parce qu'ils se succèdent... J'ai sous les yeux le dernier-né de ces manuels sur *Le Temps présent*, le meilleur de la famille, me dit-on. Je le trouve utile, bien fait, mais décevant. Pas un mot valable sur le capitalisme, sur les crises économiques, sur la population du monde, sur les civilisations hors d'Europe, sur les raisons profondes des conflits au lieu des conflits étudiés en eux-mêmes.

D'où vient ce scandale ? D'une décision absurde de l'Éducation nationale. Personnellement, comme je l'ai toujours proposé, j'aurais mis une initiation à l'histoire nouvelle au programme de la *seule classe terminale*. L'histoire nouvelle est une annexion voulue des diverses sciences de l'homme. Ces diverses sciences regardent, expliquent le monde actuel, en rendent la confusion intelligible. Et il me semble nécessaire qu'à dix-huit ans, à la veille de se préparer à un métier quel qu'il soit, nos jeunes gens soient initiés aux problèmes actuels de l'économie et de la société, aux grands conflits culturels du monde, à la pluralité des civilisations. Être capables, pour prendre une image claire, de lire un grand quotidien d'information en comprenant ce qu'ils y lisent.

Or, c'est le contraire qui a été fait. L'histoire nouvelle a été placée, logée dans les petites classes où elle a, évidemment, provoqué des ravages. Pouvait-il en aller autrement ?

Finalement, les deux discours historiques ont été utilisés à contre-pied et sont nuisibles l'un et l'autre, celui-ci à l'entrée du lycée, celui-là à la sortie. Il en résulte une

confusion évidente, qu'aggravent encore les libertés que les enseignants prennent depuis 1968, choisissant dans les meilleures intentions du monde telle partie du programme et ne traitant pas telle autre. Selon le hasard des choix et des professeurs successifs, certains élèves n'auront jamais entendu parler, au cours de leur vie scolaire, de telle ou telle portion importante du passé. La continuité des fils chronologiques n'y gagne rien...

Il s'est, hélas, produit pour l'histoire enseignée à nos *enfants* ce qui s'est produit pour les mathématiques ou pour la grammaire... Pourquoi enseigner avec des ficelles et des boutons de culotte ce qu'est un *ensemble* à des gosses de dix ans qui, du coup, ne maîtriseront jamais le calcul ordinaire et ne seront que quelques-uns à aborder, beaucoup plus tard, les hautes mathématiques ? La linguistique a bouleversé la grammaire comme le groin du sanglier un champ de pommes de terre. Elle l'a habillée d'un langage pédant, compliqué, incompréhensible et, qui plus est, parfaitement inapproprié. Résultat : on n'a jamais autant négligé grammaire et orthographe ! Mais ce n'est ni la linguistique, ni la haute mathématique, ni l'histoire de pointe qui sont responsables de ces incongruités. Elles font ce qu'elles ont à faire. Sans se préoccuper de ce qui est, ou n'est pas, enseignable, à tel ou tel âge. Le responsable, en l'occurrence, c'est l'ambition intellectuelle des programmeurs. Ils veulent aller trop loin. Je me réjouis qu'ils soient ambitieux pour eux-mêmes. Mais qu'ils s'efforcent d'être simples pour ceux dont ils ont la charge, même et surtout quand c'est difficile.

Je me demande jusqu'à quel point cette discussion peut intéresser un lecteur italien. Et cependant, s'il veut bien réfléchir, le fond de la querelle est d'une immense portée, qui ne peut le laisser indifférent. Qui niera le rôle violent de l'histoire ? Certes, elle ne doit pas se

perdre dans la fabrication d'un nationalisme toujours critiquable, ni s'enfoncer seulement dans un humanisme qui a mes préférences. Le gros problème, c'est que l'histoire est l'ingrédient sans quoi aucune conscience nationale n'est viable. Et sans cette conscience, il ne peut y avoir de culture originale, de vraie civilisation, pas plus en France qu'en Italie.

Fernand Braudel

INTRODUCTION :

Histoire et temps présent

Ces premières pages précisent le sens de l'effort exigé des élèves des classes terminales par leur nouveau programme d'histoire. Elles ne pouvaient, en toute logique, qu'être placées en tête de ce volume. Pourtant la logique pédagogique ne sera pas tout à fait d'accord avec cette solution. La lecture de ces pages serait à reporter, de préférence, après la première partie du programme, vers le début du second trimestre, quand sera abordée l'étude difficile des grandes civilisations et que les candidats auront acquis une certaine familiarité avec le vocabulaire et les discussions philosophiques. L'épreuve d'une première lecture, d'entrée de jeu, n'est cependant pas à écarter.

Le nouveau programme d'histoire des classes terminales pose des problèmes difficiles. Il se présente comme une explication du monde actuel tel qu'il se révèle, en termes souvent obscurs, tel qu'on peut le comprendre aux lumières multiples d'une histoire qui ne fait fi d'aucune des sciences sociales voisines : géographie, démographie, économie, sociologie, anthropologie, psychologie...

- ***Trois explications successives.***

Expliquer l'actualité reste une prétention. Tout au plus, peut-on nourrir l'ambition de la mieux comprendre, par tel ou tel chemin. Votre programme en propose successivement trois :

Tout d'abord, les jours que nous vivons s'expliquent, en partie, par les jours qui les ont immédiatement précédés. Pour ce bref retour en arrière, l'histoire prendra facilement la parole. La première partie de votre programme met donc en cause ces journées, ces années dramatiques, inhumaines souvent, qu'a vécues le monde depuis le début de la Première Guerre mondiale, en août 1914, jusqu'à l'heure présente. Ces événements ont bouleversé, dramatisé au possible le « premier » XX^e^ siècle et se prolongent dans notre vie actuelle par d'innombrables conséquences.

Ces événements d'hier expliquent et n'expliquent pas, à eux seuls, l'univers actuel. En fait, à des degrés divers, l'actualité prolonge d'autres expériences beaucoup plus éloignées dans le temps. Elle se nourrit de siècles révolus, même de toute « l'évolution historique vécue par l'humanité jusqu'à nos jours ». Que le présent implique pareille dimension de temps vécu ne doit pas vous paraître absurde bien que, tous, nous ayons tendance, spontanément, à considérer le monde qui nous entoure dans la seule durée fort brève de notre propre existence et à voir son histoire comme un film rapide où tout se succède ou se bouscule : guerres, batailles, entretiens au sommet, crises politiques, journées révolutionnaires, révolutions, désordres économiques, idées, modes intellectuelles, artistiques...

Cependant vous n'aurez pas de peine à constater que la vie des hommes implique bien d'autres réalités qui ne peuvent prendre place dans ce film des événements : l'espace dans lequel ils vivent, les formes sociales qui les emprisonnent et décident de leur existence, les règles éthiques, conscientes ou inconscientes, auxquelles ils obéissent, leurs croyances religieuses et philosophiques, la civilisation qui leur est propre. Ces réalités ont une vie beaucoup plus longue que la nôtre et nous n'aurons

pas toujours le loisir, au cours de notre existence, de les voir changer de fond en comble.

Si l'on peut avoir recours à une comparaison, le monde physique qui nous entoure – montagnes, fleuves, glaciers, rivages – se déforme assurément. Or, si lente est cette évolution que nul, parmi nous, ne saurait s'en apercevoir de ses propres yeux, sans des références à un passé lointain, sans l'aide d'études et de mesures scientifiques qui dépassent les limites de notre seule observation. La vie des nations, des civilisations, les comportements psychiques ou religieux ont assurément moins d'apparente immuabilité, et pourtant des générations d'hommes se succèdent, sans trop les altérer. Ce qui ne diminue pas, au contraire, l'importance de ces forces profondes qui s'incorporent à notre vie et façonnent le monde.

Ainsi un passé proche et un passé plus ou moins lointain se mêlent dans la multiplicité du temps présent : alors qu'une histoire proche court vers nous à pas précipités, une histoire lointaine nous accompagne à pas lents.

Cette histoire lointaine, cette *télé-histoire*, est celle que met en cause la seconde partie de votre programme. Choisir, en effet, les grandes civilisations comme « cadres intelligibles » du monde actuel, c'est dépasser le mouvement rapide de l'histoire telle que vous la suivrez, de 1914 à 1962. C'est nous inviter à réfléchir à une certaine histoire à respiration lente, « de longue durée ». Les civilisations sont assurément des personnages à part dont la longévité dépasse l'entendement. Fabuleusement vieilles, elles persistent à vivre dans chacun d'entre nous ; et elles nous survivront longtemps encore.

Ces deux explications achevées (histoire récente, histoire lointaine), votre programme en appelle une troisième, il s'agit cette fois de définir les grands problèmes de l'an de grâce 1962, à l'échelle du monde. Entendez toutes les catégories de problèmes : politiques, sociaux,

économiques, culturels, techniques, scientifiques... En somme il vous est demandé, au-delà des lumières du double chemin historique que nous aurons suivi, de distinguer, dans l'univers qui nous entoure, l'essentiel de l'accessoire.

D'ordinaire, l'historien réfléchit et travaille sur le passé et, si la documentation ne lui donne pas toujours les moyens de l'appréhender exactement, du moins sait-il à l'avance, étudiant par exemple le XVIII[e] siècle, vers quelles échéances progresse le « Siècle des Lumières » et c'est, à soi seul, un élément précieux de connaissance et de discernement. Il connaît *le mot de la fin*. Lorsqu'il s'agit du monde actuel qui s'offre à nous comme une série de possibles, distinguer les grands problèmes, c'est essentiellement imaginer le mot de la fin, discerner, entre tous ces possibles, ceux qui triompheront demain. Voilà qui est difficile, aléatoire, sans doute nécessaire.

Condorcet pensait que l'opération était licite. Des historiens sérieux se font courageusement les défenseurs du pronostic, si dangereux soit-il. Un économiste de réputation mondiale, Colin Clark, a calculé en 1951, à partir des statistiques qu'il connaissait alors, les dimensions probables de l'économie de l'avenir. Jean Fourastié disserte avec tranquillité de *la civilisation de 1980* qui dicte, ou devrait dicter la politique raisonnable de 1960. Une « science » très fragile, la *prospective* du philosophe Gaston Berger, prétend se spécialiser dans l'appréhension de l'avenir proche : le « futurible », comme disent d'un mot affreux certains économistes, le futurible étant ce que l'on peut, dès maintenant, légitimement mettre au futur, ce mince copeau de l'avenir proche que l'on calcule à l'avance et qu'il est presque donné de saisir.

Cette attitude prête parfois à sourire. Elle a l'avantage, en tout cas, de suggérer, dans la confusion du temps présent, cette ligne de fuite privilégiée qui, vraie ou à

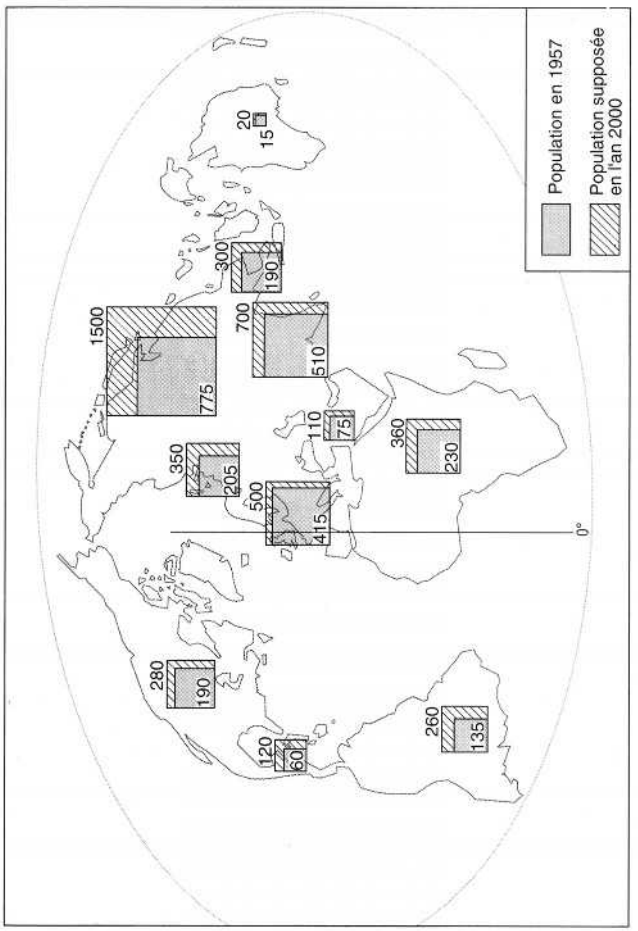
demi vraie, dégage, parce qu'elle plonge droit vers l'avenir, les plus vastes des problèmes d'aujourd'hui et essaie de leur donner un sens. *Le monde actuel est un monde en devenir*.

Vous trouverez ci-dessous une carte vraisemblable de la répartition de la population du monde en l'an 2000. Elle vous fera réfléchir et comprendre, entre autres choses, qu'aucun planificateur – et la planification n'est-elle pas, par excellence, l'étude attentive et « prospective » des grands problèmes actuels ? – aucun planificateur ne saurait établir un programme quelconque sans avoir mentalement (outre bien d'autres documents) une telle carte devant les yeux. Elle donne son sens plein à la réflexion de M. Houphouët-Boigny, président de la République de la Côte-d'Ivoire, à savoir qu'en Asie et en Afrique Noire, la planification ne peut, en aucune manière, prendre le même visage, car le sous-développement, d'un côté doit faire face à la surpopulation, de l'autre au sous-peuplement.

- ***L'histoire multiple et une.***

Que l'histoire se prête à ces jeux, à ces spéculations, qu'elle se veuille, en somme, science du présent – et d'un présent ambigu – peut vous étonner. Y a-t-il abus de sa part ? Prendrait-elle, comme le loup de la fable, les habits d'autrui, au vrai ceux des sciences sociales, ses voisines ? Nous en reparlerons au début de la deuxième partie de ce livre. Alors, le problème vous paraîtra plus clair, car c'est un problème du temps en soi et le temps sera abordé dans la perspective de vos études de philosophie.

La multiplicité évidente des explications de l'histoire, leur écartèlement entre des points de vue différents, leurs contradictions mêmes s'accordent, en fait, dans une *dialectique* particulière à l'histoire, fondée sur la diversité des temps historiques eux-mêmes : temps rapide des événements, temps allongé des épisodes, temps ralenti,



1. La population du monde en l'an 2000.

paresseux des civilisations. On peut rester dans les limites de tel ou tel temps historique chaque fois qu'il s'agit d'une étude particulière. Par contre, toute tentative d'explication historique *globale* – telle que l'histoire des civilisations – oblige à multiplier ces photographies, diverses par leur temps de pose, puis à ramener ces multiples temps et images à l'unité, comme les couleurs du spectre solaire dûment mêlées restituent, obligatoirement, la lumière blanche.

I

GRAMMAIRE DES CIVILISATIONS

Chapitre I

Les variations du vocabulaire

Il serait agréable de définir le mot civilisation avec netteté et simplicité, si possible comme l'on définit une ligne droite, un triangle, un corps chimique...

Le vocabulaire des sciences de l'homme, hélas, n'autorise guère les définitions péremptoires. Sans que tout y soit incertain ou en devenir, la plupart des termes, loin d'être fixés une fois pour toutes, varient d'un auteur à l'autre et ne cessent d'évoluer sous nos yeux. « Les mots, dit Lévi-Strauss, sont des instruments que chacun de nous est libre d'appliquer à l'usage qu'il souhaite, à condition qu'il s'explique sur ses intentions. » C'est dire que, dans les secteurs des sciences de l'homme (comme dans celui de la philosophie), les mots les plus simples varient souvent et forcément de sens, suivant la pensée qui les anime et les utilise.

• ***Le mot civilisation – un néologisme – apparaît tardivement en France, au XVIIIe siècle, et furtivement.***

Il a été fabriqué à partir de « civilisé », « civiliser », qui existent depuis longtemps déjà et sont usuels au XVIe siècle. « Civilisation » n'est encore (vers 1732) qu'un terme de jurisprudence et désigne un acte de justice, ou un jugement qui rend *civil* un procès criminel. L'expression moderne, au sens de « passage à l'état civilisé », vient

plus tard, en 1752, sous la plume de Turgot qui préparait alors un ouvrage sur l'histoire universelle, mais il ne le publiera pas lui-même. L'entrée officielle du mot, dans un texte imprimé, se marque sans doute avec la publication du *Traité de la population* (1756) de Mirabeau, le père du tribun révolutionnaire : il y est question des « ressorts de la civilisation » et même « du luxe d'une fausse civilisation ».

Ceci dit, amusons-nous de constater que Voltaire lui-même n'a pas usé du mot commode de civilisation, « alors qu'il est précisément l'homme à en avoir conçu la notion... dans son *Essai sur les Mœurs et sur l'Esprit des Nations* (1756) et à avoir donné une première esquisse d'une histoire générale de la civilisation » (J. Huizinga).

Dans son sens nouveau, *civilisation* s'oppose en gros à *barbarie*. Il y a d'un côté les peuples civilisés, de l'autre les peuples sauvages, primitifs ou barbares. Même les « bons sauvages », chers à un certain XVIII[e] siècle, ne sont pas dits *civilisés*. Nul doute que dans ce mot nouveau de civilisation, la société française à la fin du règne de Louis XV ne voie avec satisfaction son propre portrait qui, d'ailleurs, peut aujourd'hui encore nous séduire à distance. En tout cas, le mot a surgi parce qu'on avait besoin de lui. Jusque-là, *poli, policé, civil, civilisé* (s'appliquant à qui possédait bonnes manières et usage du monde) ne correspondaient à aucun substantif. Le mot de *police* avait plutôt le sens d'ordre social, ce qui l'éloignait passablement de l'adjectif *poli* que le *Dictionnaire universel* de Furetière (1690) définit comme suit : « Se dit figurément en morale et signifie civilisé. Civiliser, polir les mœurs, rendre civil et social... Il n'y a rien de plus propre à civiliser et à polir un jeune homme que la conversation des dames. »

• ***Civilisation et culture. Parti de France, le mot civilisation fait rapidement le tour de l'Europe. Le mot culture l'accompagne.***

Il est en Angleterre dès 1772 et sans doute plus tôt, sous la forme *civilization*, qui l'emporte sur *civility*, installé cependant depuis longtemps. *Zivilisation* se loge sans difficulté en Allemagne, en face du vieux mot de *Bildung*. En Hollande, par contre, il se heurte au substantif *beschaving*, formé sur le verbe *beschaven* : affiner, ennoblir, civiliser. *Beschaving* ayant à peu près le même sens se chargera sans difficulté du concept de civilisation et résistera ainsi au mot nouveau qui apparaît malgré tout : *civilisatie*. Même résistance au-delà des Alpes et pour les mêmes raisons : l'italien possède et emploiera rapidement dans le sens même de civilisation le vieux et beau mot de *civiltà*, dont Dante se servait déjà. Bien en place, *civiltà* empêchera l'intrusion du nouveau mot, mais non les discussions explosives qu'il apporte. En 1835, Romagnosi essaiera en vain de lancer *incivilmento*, qui dans son esprit signifiait le passage à la civilisation, autant que la civilisation elle-même.

Dans ce voyage autour de l'Europe, le mot nouveau, civilisation, est accompagné par un vieux mot, *culture* (Cicéron dit déjà : *Cultura animi philosophia est*) qui se rajeunit alors pour prendre le même sens à peu près que civilisation. Longtemps *culture* ne sera que le doublet de civilisation. Ainsi à l'université de Berlin, en 1830, Hegel emploie indifféremment l'un ou l'autre mot. Mais un jour, la nécessité se fait sentir de distinguer entre eux.

La notion de civilisation, en effet, est au moins double. Elle désigne, à la fois, des valeurs morales et des valeurs matérielles. Karl Marx distinguera ainsi les *infrastructures* (matérielles) et les *superstructures* (spirituelles), celles-ci dépendant étroitement de celles-là. Charles Seignobos

disait dans une boutade : « La civilisation, ce sont des routes, des ports et des quais », façon de dire : ce n'est pas seulement l'esprit. « C'est tout l'acquis humain », affirmait Marcel Mauss, et l'historien Eugène Cavaignac : « C'est un minimum de science, d'art, d'ordre et de vertus... »

La civilisation, c'est donc au moins deux étages. D'où la tentation qu'ont eue beaucoup d'auteurs de distinguer les deux mots, culture et civilisation, de façon que l'un se charge de la dignité du spirituel, l'autre de la trivialité du matériel. Le malheur, c'est que personne n'est tombé d'accord sur la distinction à retenir : elle variera selon les pays, ou dans un même pays, selon les époques, et les auteurs...

En Allemagne, après un certain flottement, la distinction aboutira à une sorte de primauté accordée à culture (*Kultur*) et à une dévaluation consciente de civilisation. Pour A. Tönnies (1922) et Alfred Weber (1935), la « civilisation » n'est qu'un ensemble de connaissances techniques et de pratiques, une collection de moyens pour agir sur la nature ; la « culture », au contraire, ce sont les principes normatifs, les valeurs, les idéaux, d'un mot : l'esprit.

Ces positions expliquent la réflexion, étrange à première vue pour un Français, de l'historien allemand Wilhelm Mommsen : « Il est aujourd'hui (1951) du devoir de l'homme que la civilisation ne détruise pas la culture, ni la technique l'être humain. » Cette phrase nous étonne parce que, chez nous, le mot de civilisation reste dominant, comme il l'est en Angleterre ou aux États-Unis, tandis qu'en Pologne et en Russie, culture l'emporte comme en Allemagne (et à cause d'elle). En France, le mot de culture ne garde sa force que lorsqu'il s'agit de désigner « toute forme *personnelle* de la vie de l'esprit » (Henri Marrou) : nous parlerons de la culture, non de la civilisation de Paul Valéry ; civilisation désignant plus volontiers des valeurs collectives.

Voilà déjà bien des complications, ajoutons-en une dernière, la plus importante. Les anthropologues anglo-saxons, à partir d'E.B. Tylor (*Primitive Culture*, 1874), ont cherché, pour l'appliquer aux sociétés primitives qu'ils étudiaient, un mot différent de celui de civilisation que l'anglais emploie ordinairement à propos des sociétés modernes. Ils diront, et presque tous les anthropologues finiront par dire après eux, les *cultures* primitives, par opposition aux *civilisations* des sociétés évoluées. C'est d'ailleurs à ce double usage que nous aurons fréquemment recours dans le présent ouvrage, chaque fois que nous opposerons *civilisation* et *culture*.

Heureusement que pour l'adjectif *culturel*, inventé en Allemagne vers 1850 et dont l'usage est si commode, aucune de ces complications ne se présente. Il désigne, en effet, l'*ensemble* du contenu que recouvrent à la fois civilisation et culture. Dans ces conditions, on dira d'une civilisation (ou d'une culture) qu'elle est un ensemble de *biens culturels*, que son logement géographique est une *aire culturelle*, son histoire une *histoire culturelle*, que les emprunts de civilisation à civilisation sont des *emprunts* ou des *transferts culturels*, ceux-ci aussi bien matériels que spirituels. Cet adjectif trop commode provoque bien des irritations ; on l'accuse d'être barbare, mal formé. Mais tant qu'on ne lui aura pas trouvé de rival, son avenir restera assuré. Il est seul à assurer son service.

• ***Vers 1819, le mot de civilisation, jusque-là au singulier (la civilisation), passe au pluriel.***

Dès lors, il « tend à prendre un sens nouveau, *tout différent* : l'ensemble des caractères que présente la vie collective d'un groupe ou d'une époque ». On dira la civilisation d'Athènes au V^e^ siècle, ou la civilisation française durant le siècle de Louis XIV. Poser en clair ce

problème de *la* et *des* civilisations, c'est rencontrer une nouvelle complication, non la moindre.

En vérité, c'est le pluriel qui prévaut dans la mentalité d'un homme du XX^e^ siècle et qui, plus que le singulier, est directement accessible à nos expériences personnelles. Les musées nous dépaysent dans le temps, nous replongent plus ou moins complètement dans *des* civilisations révolues. Les dépaysements sont plus nets encore dans l'espace : passer le Rhin, ou la Manche, atteindre la Méditerranée en venant du nord, autant d'expériences inoubliables et claires qui, toutes, soulignent la réalité du pluriel de notre mot. Il y a indéniablement *des* civilisations.

Si l'on nous demande alors de définir *la* civilisation, nous serons assurément plus hésitants. En fait, l'emploi du pluriel correspond à la disparition d'un certain concept, à l'effacement progressif de l'idée, propre au XVIII^e^ siècle, d'*une* civilisation confondue avec le progrès en soi et qui serait réservée à quelques peuples privilégiés, voire à certains groupes humains, à « l'élite ». Le XX^e^ siècle s'est heureusement débarrassé d'un certain nombre de jugements de valeur et ne saurait en vérité définir – au nom de quels critères ? – la meilleure des civilisations.

Dans ces conditions, la civilisation au singulier a perdu de son lustre. Elle n'est plus la haute, la très haute valeur morale et intellectuelle qu'apercevait le XVIII^e^ siècle. Par exemple, on dira plus volontiers aujourd'hui, dans le sens de la langue, que tel acte abominable est un crime contre l'*humanité*, plutôt que contre la *civilisation*, bien que le sens soit le même. Mais la langue moderne éprouve une certaine réticence à employer le mot civilisation dans sa vieille acception d'excellence, de supériorité humaine.

Au singulier, civilisation ne serait-ce pas aujourd'hui, avant tout, le bien commun que se partagent, inégalement d'ailleurs, toutes les civilisations, « ce que l'homme n'oublie plus » ? Le feu, l'écriture, le calcul, la domestication des plantes et des animaux ne se rattachent plus à aucune origine particulière ; ils sont devenus les biens collectifs de *la* civilisation.

Or ce phénomène de *diffusion* de biens culturels communs à l'humanité entière prend dans le monde actuel une ampleur singulière. Une technique industrielle que l'Occident a créée s'exporte à travers le monde entier qui l'accueille avec frénésie. Va-t-elle, en imposant partout un même visage : buildings de béton, de verre et d'acier, aérodromes, voies ferrées avec leurs gares et leurs haut-parleurs, villes énormes qui, peu à peu, s'emparent de la majeure partie des hommes, va-t-elle unifier le monde ? « Nous sommes à une phase, écrit Raymond Aron, où nous découvrons à la fois la vérité relative du concept de civilisation et le dépassement nécessaire de ce concept... La phase des civilisations s'achève et... l'humanité est en train, pour son bien ou pour son mal, d'accéder à une phase nouvelle », celle, en somme, d'*une* civilisation capable de s'étendre à l'univers entier.

Cependant la « civilisation industrielle » exportée par l'Occident n'est qu'*un des traits* de la civilisation occidentale. En l'accueillant, le monde n'accepte pas, du même coup, l'*ensemble* de cette civilisation, au contraire. Le passé des civilisations n'est d'ailleurs que l'histoire d'emprunts continuels qu'elles se sont faits les unes aux autres, au cours des siècles, sans perdre pour autant leurs particularismes, ni leurs originalités. Admettons pourtant que ce soit la première fois qu'un aspect décisif d'une civilisation particulière paraisse un emprunt désirable à *toutes* les civilisations du monde et que la vitesse des communications modernes en favorise la diffusion

rapide et efficace. C'est dire seulement, croyons-nous, que ce que nous appelons *civilisation industrielle* s'apprête à rejoindre cette civilisation collective de l'univers dont il était question, il y a un instant. Chaque civilisation en a été, en est, ou en sera bouleversée dans ses structures.

Bref, en supposant que toutes les civilisations du monde parviennent, dans un délai plus ou moins court, à uniformiser leurs techniques usuelles et, par ces techniques, certaines de leurs façons de vivre, il n'en reste pas moins que pour longtemps encore, nous nous retrouverons, en fin de compte, devant des civilisations très différenciées. Pour longtemps encore, le mot de civilisation gardera un singulier et un pluriel. Sur ce point, l'historien n'hésitera pas à être catégorique.

Chapitre II

La civilisation se définit par rapport aux diverses sciences de l'homme

On ne peut définir la notion de civilisation qu'aux lumières jointes de toutes les sciences de l'homme, y compris l'histoire. Mais il ne sera pas encore franchement question de celle-ci au cours du présent chapitre.

C'est par rapport aux autres sciences de l'homme que l'on essaiera cette fois de définir le concept de civilisation, en faisant appel tour à tour à la géographie, à la sociologie, à l'économie, à la psychologie collective. Soit quatre voyages en des terres qui ne se ressemblent guère. Mais plus qu'il n'y paraît tout d'abord, les réponses obtenues se rapprocheront les unes des autres.

Les civilisations sont des espaces

Les civilisations (quelle que soit leur taille, les grandes comme les médiocres) peuvent toujours se localiser sur une carte. Une part essentielle de leur réalité dépend des contraintes ou des avantages de leur logement géographique.

Bien entendu, ce logement a été aménagé par l'homme depuis des siècles, souvent même depuis des millénaires. Pas un paysage qui ne porte la marque de

ce travail continu, amélioré à longueur de générations, capitalisé en somme. À ce labeur, l'homme s'est transformé lui-même, par « ce puissant travail de soi sur soi » dont parle Michelet, ou, si l'on veut, cette « production de l'homme par l'homme », comme dit Karl Marx.

• ***Parler de civilisation, ce sera parler d'espaces, de terres, de reliefs, de climats, de végétations, d'espèces animales, d'avantages donnés ou acquis.***

Et de tout ce qui en découle pour l'homme : agriculture, élevage, nourritures, maisons, vêtements, communications, industrie... La scène où se jouent ces pièces de théâtre interminables commande en partie leur déroulement, explique leurs particularités ; les hommes passent, elle demeure assez semblable à elle-même.

Pour l'indianiste Hermann Gœtz, deux Inde s'opposent : l'Inde humide des fortes pluies, des lacs, des marécages, des plantes et des fleurs aquatiques, des forêts et des jungles, l'Inde des hommes à peau brune et, contrastant avec elle, l'Inde relativement sèche qui comprend le moyen Indus et le moyen Gange et se prolonge à travers le Deccan : celle-ci, domaine d'hommes à peau claire, souvent belliqueux. L'Inde est le dialogue, la lutte de ces deux espaces, de ces deux humanités.

Naturellement le milieu à la fois naturel et fabriqué par l'homme n'emprisonne pas tout à l'avance dans un déterminisme étroit. Le milieu n'explique pas tout, si sa part reste grande sous forme d'avantages ou donnés ou acquis.

Sous le signe d'avantages donnés, chaque civilisation serait fille de privilèges immédiats, tôt saisis par l'homme. Ainsi à l'origine des temps, les *civilisations fluviales* du Vieux Monde ont fleuri le long du Fleuve Jaune (civilisation chinoise) ; de l'Indus (civilisation préindienne) ; de l'Euphrate et du Tigre (Sumer, Babylone,

Assyrie) ; du Nil (civilisation égyptienne). De même, ont fleuri des *civilisations thalassocratiques*, filles de la mer : la Phénicie, la Grèce, Rome (si l'Égypte est un don du Nil, elles sont un don de la Méditerranée) ; ou cet assemblage des vigoureuses civilisations de l'Europe nordique, centrées sur la Baltique et la mer du Nord ; sans oublier l'océan Atlantique lui-même et ses civilisations périphériques : l'essentiel de l'Occident actuel et de ses dépendances n'est-il pas groupé autour de l'Océan, comme le monde romain, jadis, autour de la Méditerranée ?

En fait, ces cas classiques révèlent surtout la primauté de la circulation. Aucune civilisation ne vit sans mouvement propre, chacune s'enrichit des échanges, des chocs qu'entraînent les fructueux voisinages. Ainsi l'Islam est impensable sans le mouvement de ses caravanes, à travers ses vastes « mers sans eau », les déserts et steppes de son espace ; impensable sans ses navigations en Méditerranée et, à travers l'océan Indien, jusqu'à Malacca et jusqu'à la Chine.

Mais en énumérant ces succès, nous voilà déjà en dehors de ces avantages naturels, immédiats, soi-disant à l'origine des civilisations. Vaincre l'hostilité des déserts ou les colères brusques de la Méditerranée, utiliser les vents réguliers de l'océan Indien, endiguer un fleuve, autant d'efforts humains, *d'avantages acquis, conquis plutôt*.

Mais alors, ces réussites, pourquoi tels hommes en ont-ils été capables, non tels autres, sur tels territoires, non sur tels autres, et cela pendant des générations ?

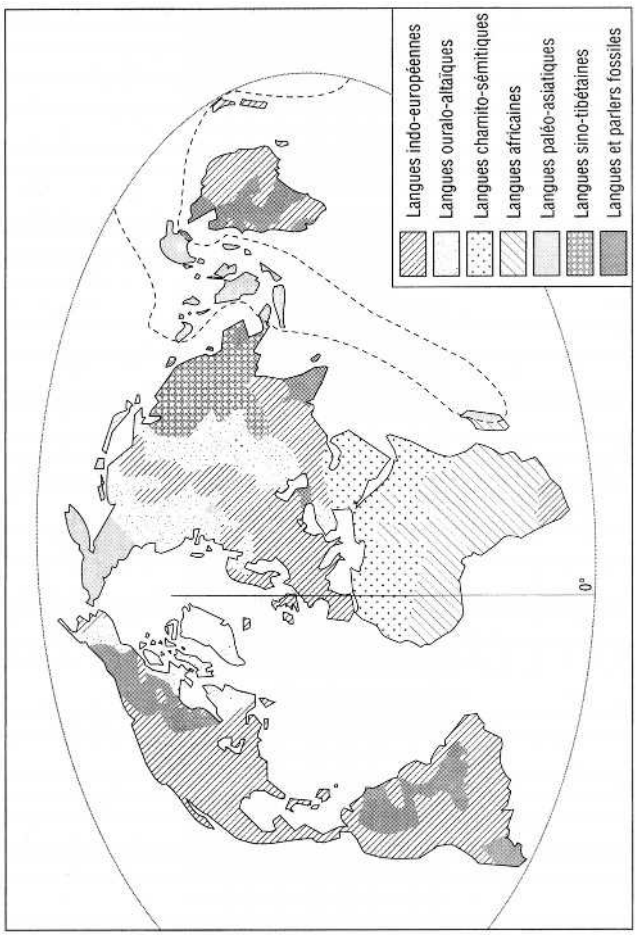
Arnold Toynbee avance, à ce propos, une théorie séduisante : à la réussite humaine, il faut toujours un *challenge* et une *response* (ce que le français traduit par *défi* et *riposte*) ; il faut que la nature se propose à l'homme comme une difficulté à vaincre ; si l'homme relève le défi, sa riposte crée les bases mêmes de sa civilisation.

Cependant, si l'on allait jusqu'au bout de cette théorie, faudrait-il en conclure que plus le défi de la nature est grand, plus forte sera la riposte de l'homme ? On peut en douter. L'homme civilisé du XX^e siècle a relevé le défi insolent des déserts, des régions polaires ou équatoriales. Or, malgré des intérêts indiscutables (or, pétrole), il n'a pu jusqu'ici s'y multiplier, y créer de véritables civilisations. Ainsi, défi oui, riposte oui, civilisation pas forcément. Au moins jusqu'au jour où auront été trouvées des techniques et des ripostes meilleures.

Donc, chaque civilisation est liée à un espace aux limites *à peu près* stables ; d'où, pour chacune d'elles, *une* géographie particulière, la sienne, qui implique un lot de possibilités, de contraintes données, certaines quasi permanentes, jamais les mêmes d'une civilisation à l'autre. Le résultat ? Une surface bariolée du monde où les cartes indiquent, à volonté, des zones de maisons de bois, de torchis, de bambou et de papier, de brique ou de pierre ; des zones de fibres textiles diverses : laine, coton, soie ; des zones de grandes cultures alimentaires de base : riz, maïs, blé... Les défis varient, non moins les réponses.

La civilisation occidentale ou européenne n'est-elle pas celle du blé, du pain, voire du pain blanc, avec les contraintes que cela implique ? Car le blé est une plante exigeante. Songez à la nécessité pour sa culture d'assurer une rotation annuelle et de laisser, soit tous les deux ans, soit tous les ans, se reposer la terre qui l'a porté ! La rizière inondée, progressivement étendue aux basses terres d'Extrême-Orient, impose, elle aussi, bien des contraintes.

Ainsi les ripostes de l'homme ne cessent, à la fois, de le libérer du milieu qui l'entoure et de l'asservir aux solutions qu'il a imaginées. Il quitte un déterminisme pour retomber dans un autre.



2. Carte linguistique mondiale.

• ***Une aire culturelle est, dans le langage des anthropologues, un espace à l'intérieur duquel se retrouve dominante l'association de certains traits culturels.***

Ainsi quand il s'agit de peuples primitifs, outre leur langage, telles cultures vivrières, telle forme de mariage, telles croyances, tel art du potier ou de la flèche empennée, telle technique du tissage... Définies à partir de détails précis, ces aires distinguées par les anthropologues sont généralement étroites.

Cependant différentes aires culturelles s'associent en de plus vastes ensembles, selon certains traits communs au groupe et qui, alors, les distinguent d'autres larges assemblages. Marcel Mauss prétendait qu'autour de l'immense océan Pacifique, les cultures primitives formaient, malgré de sensibles différences et l'énormité des espaces interposés, un seul et même ensemble humain, ou plutôt *culturel*.

Tout naturellement, à l'imitation des anthropologues, géographes et historiens se sont mis à parler (à propos cette fois de civilisations évoluées et compliquées) d'*aires culturelles*. C'est désigner des espaces chaque fois décomposables en une série de districts particuliers. Cette décomposition possible reste essentielle, nous le verrons, dans le cas des grandes civilisations : elles se dissocient régulièrement en unités restreintes.

La civilisation dite « occidentale », c'est à la fois la « civilisation américaine » des États-Unis et celle de l'Amérique latine, c'est encore la Russie, et bien entendu l'Europe. L'Europe, elle-même, est une série de civilisations, polonaise, allemande, italienne, anglaise, française, etc. Sans parler du fait que ces civilisations nationales se distinguent à leur tour en « civilisations » plus menues encore : Écosse, Irlande, Catalogne, Sicile, Pays basque, etc.

N'oublions pas que ces divisions, ces mosaïques aux carreaux de couleur différente sont des *traits permanents* ou peu s'en faut.

• ***La fixité des espaces solidement occupés et des frontières qui les bornent n'exclut pas la perméabilité de ces mêmes frontières devant les multiples voyages des biens culturels qui ne cessent de les franchir.***

Chaque civilisation exporte, reçoit des biens culturels. Il peut s'agir aussi bien d'une technique pour fondre à la cire perdue, que de la boussole, de la poudre à canon, d'un tour de main pour tremper l'acier, d'un système philosophique entier ou fragmentaire, d'un culte, d'une religion ou de cette chanson de Malborough qui, à partir du XVIII^e^ siècle, fera le tour de l'Europe : Goethe l'entendit dans les rues de Vérone, en 1786.

Un sociologue, Gilberto Freyre, s'est amusé à dresser la liste de ce que son pays, le Brésil, durant les dernières décennies du XVIII^e^ siècle et les cinq ou six premières du XIX^e^, a reçu pêle-mêle de l'Europe si lointaine alors : la bière brune de Hambourg, le cottage anglais, la machine à vapeur (un navire à vapeur circule dans la « baie » de San Salvador, dès 1819), le costume d'été de toile blanche, les dents artificielles, le gaz d'éclairage, et, en avance sur tous ces voyageurs, les sociétés secrètes, notamment la franc-maçonnerie dont le rôle fut grand dans toute l'Amérique hispano-portugaise, lors de son indépendance. Quelques décennies plus tard, arrivera le système philosophique d'Auguste Comte dont l'influence fut considérable, au point qu'on en retrouve des traces vivantes encore aujourd'hui.

Tous ces voyageurs établissent, sur un exemple choisi entre mille, qu'aucune frontière culturelle n'est fermée, imperméable.

Vérité d'hier et de jadis : les biens culturels arrivaient alors au compte-gouttes, retardés par les lenteurs des

voyages. Si l'on en croit les historiens, des modes chinoises de l'époque des T'ang (VII^e siècle ap. J.-C.) auraient cheminé si lentement qu'elles abordaient l'île de Chypre et la cour brillante des Lusignan au XV^e siècle, d'où elles se diffusèrent ensuite à la vitesse des vifs trafics méditerranéens jusqu'en France, à la cour un peu folle de Charles VI : les atours, les hennins et les chaussures dites à la poulaine y firent fureur, héritage d'un monde depuis longtemps disparu. Ainsi nous parvient encore la lumière d'étoiles éteintes depuis des siècles.

Aujourd'hui, la diffusion des biens culturels s'est terriblement accélérée. Il n'y aura bientôt plus un seul point, au monde, que la civilisation industrielle issue d'Europe n'aura « contaminé ». Dans le North Borneo (qui, avec le Sarawak voisin, relève de l'autorité britannique), quelques haut-parleurs diffusent les émissions de radios lointaines, Chine communiste, Indonésie. Or, si les auditeurs n'y comprennent rigoureusement rien, les rythmes entendus ont déjà altéré leurs danses et musiques traditionnelles. Que dire de l'influence du cinéma, particulièrement du cinéma américain et européen, sur les goûts et même les mœurs de pays fort lointains ?

Aucun exemple pourtant ne peut rivaliser avec l'histoire que raconte le petit livre d'une anthropologue américaine, Margaret Mead. Elle avait fait, au temps de sa jeunesse, une enquête dans une île du Pacifique où elle avait, quelques mois durant, partagé la vie d'une peuplade primitive. La guerre, les contacts aberrants qu'elle a provoqués, ont jeté ces hommes dans une existence nouvelle qui les lie pour la première fois à la vie du monde. Margaret Mead a refait le voyage et son petit livre où, côte à côte, se trouvent souvent les photographies des mêmes hommes, à vingt ans d'intervalle, conte avec émotion cette extraordinaire aventure.

Ainsi se perçoit à nouveau le dialogue, que nous entendrons de bout en bout de ce livre, entre *la* et *les*

civilisations. Cette *diffusion*, qui s'accélère, va-t-elle faire sauter les frontières des civilisations, ces lignes, à peu près fixes jusque-là, de l'histoire du monde ? Beaucoup le croient, pour s'en réjouir, ou s'en affliger. Mais quelle que soit cette avidité des civilisations à emprunter les biens de la vie « moderne », elles ne sont pas prêtes à tout assimiler indistinctement. Il arrive au contraire (nous y reviendrons) qu'elles s'obstinent dans certains *refus d'emprunter*, qui expliquent, aujourd'hui comme hier, qu'elles puissent sauvegarder des originalités que tout semble menacer.

Les civilisations sont des sociétés

Pas de civilisations sans sociétés qui les portent, les animent de leurs tensions, de leurs progrès.

D'où la première question que l'on ne saurait esquiver : était-il nécessaire de créer ce mot de civilisation, puis de le promouvoir sur le plan scientifique, s'il n'est que le synonyme de société ? Arnold Toynbee n'emploie-t-il pas constamment le mot de *society* au lieu et place de *civilization* ? Et Marcel Mauss estimait que « la notion de civilisation est certainement moins claire que celle de société qu'elle suppose ».

• ***La société ne peut jamais être séparée de la civilisation (et réciproquement) : les deux notions concernent une même réalité.***

Ou, comme le dit C. Lévi-Strauss, « elles ne correspondent pas à des objets distincts, mais à deux perspectives complémentaires sur un même objet qui se trouve adéquatement décrit, soit par un terme, soit par l'autre, selon le point de vue que l'on adopte ».

La notion de société implique un contenu extrêmement riche, tout comme la notion de civilisation qu'elle

rejoint si souvent. La civilisation occidentale dans laquelle nous vivons dépend ainsi de la « société industrielle » qui l'anime. Il serait aisé de la décrire en décrivant cette société elle-même, ses groupes, ses tensions, ses valeurs intellectuelles et morales, ses idéaux, ses régularités, ses goûts, etc. Bref, en décrivant les hommes qui portent cette civilisation et la transmettront.

Que la société sous-jacente remue ou se transforme, la civilisation se transforme, remue à son tour. C'est ce que dit le beau livre de Lucien Goldmann, *Le Dieu caché* (1955), qui concerne la France du Grand Siècle. Toute civilisation, explique-t-il en substance, tire ses éclairages essentiels de la « vision du monde » qu'elle adopte. Or, chaque fois, cette vision du monde n'est que la transcription, la conséquence de tensions sociales dominantes. La civilisation, tel un miroir, serait la machine à enregistrer ces tensions et ces efforts.

Au temps du jansénisme, de Racine, de Pascal, de l'abbé de Saint-Cyran et de l'abbé Barcos, dont les lettres retrouvées par L. Goldmann ont un si grand intérêt, à cette heure passionnée du destin français que met en cause *Le Dieu caché*, la vision tragique du monde qui l'emporte alors est à inscrire à l'actif de la haute bourgeoisie parlementaire, aux prises avec la royauté et déçue par elle. Le tragique de son sort, la conscience qu'elle en prend, son ascendant intellectuel imposent au Grand Siècle une vision dominante, la sienne.

Dans un tout autre esprit, une identification des civilisations et des sociétés préside également aux thèses de C. Lévi-Strauss sur la différenciation entre sociétés primitives et sociétés modernes, si l'on veut, entre cultures et civilisations telles que les distinguent les anthropologues.

Aux cultures correspondent des sociétés « qui produisent peu de désordre, ce que les physiciens appellent "entropie", et qui ont une tendance à se maintenir indéfiniment dans leur état initial, ce qui explique d'ailleurs

qu'elles nous apparaissent comme des sociétés sans histoire et sans progrès. Tandis que nos sociétés (celles qui correspondent aux civilisations modernes)... utilisent pour leur fonctionnement une différence de potentiel, laquelle se trouve réalisée par diverses formes de hiérarchie sociale... De telles sociétés sont parvenues à réaliser dans leur sein un déséquilibre social qu'elles utilisent pour produire, à la fois, beaucoup plus d'ordre – nous avons des sociétés à machinisme – et aussi beaucoup plus de désordre, beaucoup moins d'entropie, sur le plan même des relations entre les hommes ».

Bref les cultures primitives seraient le fruit de sociétés égalitaires, dont les rapports entre groupes sont réglés une fois pour toutes et se répètent, tandis que les civilisations se fonderaient sur des sociétés aux rapports hiérarchisés, avec de forts écarts entre les groupes, donc des tensions changeantes, des conflits sociaux, des luttes politiques et une perpétuelle évolution.

• ***De ces différences entre « cultures » et « civilisations », le signe extérieur le plus fort est sans doute la présence ou l'absence de villes.***

La ville prolifère à l'étage des civilisations, elle est à peine esquissée au niveau des cultures. D'une catégorie à l'autre, sans doute, il y a des échelons intermédiaires. Qu'est-ce que l'Afrique Noire, si ce n'est un groupe de sociétés traditionnelles, de cultures engagées dans le processus difficile, parfois cruel, d'une civilisation naissante et d'une urbanisation moderne ? Ses villes, attentives à ce qui vient du dehors, à ce qui débouche sur la vie unitaire du monde, sont des îles au milieu de la stagnation de leur arrière-pays. Elles préfigurent la société et la civilisation à venir.

Cependant, les civilisations, les sociétés les plus brillantes supposent, à l'intérieur même de leurs limites, des

cultures, des sociétés élémentaires. Voyez le dialogue toujours important des villes et des campagnes. Dans toute société, le développement n'a pas atteint également toutes les régions, toutes les couches de la population. Des îlots de sous-développement y sont fréquents (zones montagneuses, ou trop pauvres, ou à l'écart des réseaux de communication), vraies sociétés primitives, vraies « cultures » ainsi au milieu d'une civilisation.

La réussite première de l'Occident a été certainement la capture de ses campagnes, de ses « cultures » campagnardes, par les villes. En Islam, la dualité reste plus visible qu'en Occident, les villes y sont plus tôt en place, plus précocement villes (si l'on peut dire) qu'en Europe, tandis que les campagnes y restent plus primitives, avec de vastes zones de nomades. En Extrême-Orient, la disjonction reste la règle : les cultures y sont demeurées très à part, isolées, vivant d'elles-mêmes, sur elles-mêmes. Entre les villes les plus brillantes s'intercalent des campagnes vivant en économie à peu près fermée, parfois sauvages.

• ***Étant donné la relation étroite entre civilisation et société, il y a intérêt à se comporter en sociologue, chaque fois qu'est abordée l'histoire longue des civilisations.***

Mais, historiens, nous ne confondrons pas, sans plus, sociétés et civilisations.

Nous expliquerons, dans le prochain chapitre, en quoi consiste à nos yeux la différence : sur le plan de la durée, la civilisation enjambe, implique des espaces chronologiques bien plus vastes qu'une réalité sociale donnée. Elle change beaucoup moins vite que *les* sociétés qu'elle porte ou qu'elle entraîne. Mais l'heure n'est pas venue de mettre franchement en cause cette perspective d'histoire. Chaque chose en son temps.

Les civilisations sont des économies

Toute société, toute civilisation dépend de données économiques, technologiques, biologiques, démographiques. Les conditions matérielles et biologiques pèsent sans fin sur le destin des civilisations. Montée ou baisse du nombre des hommes, santé ou déchéance physique, essor ou repli économique ou technique se répercutent à travers l'édifice culturel aussi bien que social. L'économie politique au sens large est l'étude de tous ces immenses problèmes.

• ***L'importance du nombre : longtemps l'homme a été le seul outil, le seul moteur à la disposition de l'homme, le seul artisan par suite de la civilisation matérielle. Il a construit celle-ci à la force de ses bras et de ses mains.***

En principe, et en fait, toute montée démographique a donc favorisé l'essor des civilisations. Ainsi en Europe au XIII^e^, au XVI^e^, au XVIII^e^, au XIX^e^, au XX^e^ siècle.

Régulièrement aussi, la surabondance des hommes, bénéfique à ses débuts, devient un jour nocive, quand la montée démographique court plus vite que la croissance économique. Ainsi, sans doute, en Europe dès avant la fin du XVI^e^ siècle. Ainsi, aujourd'hui encore, dans la plupart des pays sous-développés. Dans le monde d'hier en ont résulté des famines, des détériorations du salaire réel, des soulèvements populaires, des époques sinistres de recul. Jusqu'au jour où les épidémies s'ajoutant à la faim éclaircissaient brutalement les rangs trop serrés des hommes. Après ces catastrophes biologiques (celle par exemple de la seconde moitié du XIV^e^ siècle européen, avec la Peste Noire et les épidémies qui la suivirent), les survivants vivent un instant plus à leur aise et l'expansion reprend, s'accélère jusqu'au prochain freinage.

Seule l'industrialisation semble, à la fin du XVIII^e^ et au XIX^e^ siècle, avoir rompu ce cercle infernal et redonné à l'homme, même surabondant, sa valeur, la possibilité de travailler et de vivre. L'histoire de l'Europe le montrera : cette valeur croissante de l'homme, la nécessité partant d'économiser sur son emploi ont permis l'essor des machines et des moteurs. L'Antiquité gréco-romaine, si intelligente cependant, n'a pas eu les machines de son intelligence. Elle n'a pas vraiment cherché à les avoir : elle avait le tort de posséder des esclaves. La Chine classique, formée bien avant le XIII^e^ siècle, si intelligente elle aussi et particulièrement sur le plan des techniques, a eu, malheureusement aussi, trop d'hommes. L'homme n'y coûte rien ; il accomplit toutes les tâches en une économie qui, pratiquement, ignore même l'animal domestique. En conséquence, la Chine longtemps en avance sur le plan scientifique, ne franchira pas le seuil de la science moderne. Elle laissera à l'Europe ce privilège, cet honneur, ce bénéfice.

• ***L'incidence des fluctuations économiques : la vie économique ne cesse d'osciller, en des fluctuations courtes les unes, longues les autres.***

Ainsi se succèdent, au fil des années, les coups de beau temps et de mauvais temps économiques, et chaque fois, sociétés et civilisations en accusent les conséquences, surtout quand il s'agit de mouvements prolongés. Le pessimisme et l'inquiétude du XV^e^ siècle finissant – cet « automne du Moyen Âge » qui a tellement préoccupé J. Huizinga – correspondent à un repli marqué de l'économie d'Occident. De même, plus tard, le romantisme européen coïncide avec un repli économique de longue durée, entre 1817 et 1852. Les expansions économiques du second XVIII^e^ siècle (au-delà de 1733) ont connu quelques freinages (ainsi à la veille de la Révolution) mais, dans l'ensemble, leur accélération bénéfique

replace la montée intellectuelle du « Siècle des Lumières » dans un contexte de bien-être, de commerce actif, d'industrie en essor, d'augmentation du nombre des hommes.

• ***Que la fluctuation aille dans un sens ou dans l'autre, la vie économique est presque toujours créatrice de surplus.***

Or, la dépense, le gaspillage de ces surplus ont été l'une des conditions indispensables au luxe des civilisations, à certaines formes d'art. Lorsque nous admirons aujourd'hui telles architectures, telles sculptures, tels portraits, nous contemplons aussi, sans le savoir toujours, l'orgueil tranquille d'une ville, ou la folie vaniteuse d'un prince, ou la richesse trop neuve d'un marchand banquier. En Europe, dès le XVI^e^ siècle (et sans doute plus tôt), la civilisation, en son dernier étage, est sous le signe de l'argent et du capitalisme.

La civilisation est ainsi fonction d'une certaine *redistribution* de l'argent. Les civilisations se colorent différemment, en leur sommet puis en leur masse, selon le mode de redistribution qui est le leur, selon les mécanismes sociaux et économiques qui prélèvent sur les circuits de l'argent la part réservée au luxe, à l'art, à la culture. Au XVII^e^ siècle, durant les temps très durs économiquement du règne de Louis XIV, il n'est de mécènes qu'à la Cour, ou peu s'en faut. Toute la vie littéraire et artistique est rassemblée dans ce cercle étroit. Durant les fastes et les facilités économiques du XVIII^e^ siècle, l'aristocratie et la bourgeoisie participent largement, à côté de la royauté, à la diffusion de la culture, de la science, de la philosophie...

Mais le luxe reste encore à cette époque le privilège d'une minorité sociale. La civilisation sous-jacente, celle de la vie quotidienne et pauvre, n'y participe guère. Or

le rez-de-chaussée d'une civilisation, c'est souvent son plan de vérité. Qu'est-ce que la liberté ? Qu'est-ce que la culture de l'individu, quand le minimum vital est hors d'atteinte ? De ce point de vue, le XIXe siècle européen si décrié, le XIXe siècle des nouveaux riches, des « bourgeois conquérants », l'ennuyeux XIXe siècle annonce (s'il ne réalise pas encore) un nouveau destin pour les civilisations et pour la personne humaine. En même temps que croît considérablement le nombre des hommes, les voilà, de plus en plus nombreux, appelés à participer à une certaine *civilisation collective*. Sans doute, le prix d'une telle transformation (inconsciente, cela va sans dire) a été très lourd, socialement. Mais sa contrepartie s'affirme importante. Le développement de l'enseignement, l'accès à la culture, aux universités, la promotion sociale sont les conquêtes, lourdes de conséquences, du déjà riche XIXe siècle.

Le gros problème, aujourd'hui et demain, c'est la création d'une civilisation qui soit à la fois de qualité et de masse, terriblement coûteuse, impensable sans d'importants surplus mis au service de la société, impensable aussi sans des loisirs que le machinisme sera sans doute capable de nous offrir bientôt. Dans les pays industrialisés, cet avenir est en vue, dans des délais plus ou moins brefs. Mais le problème se complique à l'échelle du monde.

Car les inégalités de l'accès à la civilisation que la vie économique a créées entre les différentes classes sociales, *elle les a créées aussi entre les différents pays du monde*. Une grande partie du monde constitue ce qu'un essayiste a appelé « le prolétariat extérieur », ce que le langage courant appelle le Tiers-Monde, énorme masse d'hommes pour qui l'accès au minimum vital se pose avant l'accès même à la civilisation – qui leur est souvent inconnue – de leur propre pays. Ou l'humanité travaillera à combler ces dénivellations gigantesques, ou *la* et *les* civilisations courront le risque de se perdre corps et biens.

Les civilisations sont des mentalités collectives

Après la géographie, la sociologie et l'économie, la psychologie nous oblige à une dernière confrontation. À cette différence près que la psychologie collective n'est pas une science aussi sûre d'elle, aussi riche de résultats que les sciences de l'homme mises jusqu'ici en cause. Elle s'est rarement aventurée sur les chemins de l'histoire.

• ***Psychisme collectif, prise de conscience, mentalité ou outillage mental ? On ne saurait choisir entre les termes que propose le long titre de ce paragraphe. Et ces hésitations de langage signalent la jeunesse même de la psychologie collective.***

Psychisme a les faveurs d'un historien, grand spécialiste en ces domaines, Alphonse Dupront. *Prise de conscience* ne signifie qu'un moment de ces évolutions (généralement leur terme). *Mentalité* est évidemment plus commode. Lucien Febvre, dans son admirable *Rabelais* préférait parler d'*outillage mental*.

Mais peu importent les mots ! Le problème ne dépend pas d'eux. À chaque époque, une certaine représentation du monde et des choses, une mentalité collective dominante anime, pénètre la masse entière de la société. Cette mentalité qui dicte les attitudes, oriente les choix, enracine les préjugés, incline les mouvements d'une société est éminemment un fait de civilisation. Beaucoup plus encore que des accidents ou des circonstances historiques et sociales d'une époque, elle est le fruit d'héritages lointains, de croyances, de peurs, d'inquiétudes anciennes souvent presque inconscientes, au vrai le fruit d'une immense contamination dont les germes sont perdus dans le passé et transmis à travers des générations et des générations d'hommes. Les réactions d'une société aux

événements de l'heure, aux pressions qu'ils exercent sur elle, aux décisions qu'ils exigent d'elle obéissent moins à la logique, ou même à l'intérêt égoïste, qu'à ce commandement informulé, informulable souvent et qui jaillit de l'inconscient collectif.

Ces valeurs fondamentales, ces structures psychologiques sont assurément ce que les civilisations *ont de moins communicable* les unes à l'égard des autres, ce qui les isole et les distingue le mieux. Et ces mentalités sont également peu sensibles aux atteintes du temps. Elles varient lentement, ne se transforment qu'après de longues incubations, peu conscientes elles aussi.

• ***Ici la religion est le trait le plus fort, au cœur des civilisations, à la fois leur passé et leur présent.***

Et tout d'abord, bien entendu, au cœur des civilisations non européennes. Dans l'Inde, par exemple, tous les actes tirent leur forme et leur justification de la vie religieuse, non de raisonnements. Déjà les Grecs s'en étonnaient, si l'on en croit l'anecdote rapportée par Eusèbe, évêque de Césarée (265-340) : « Aristoxane le musicien conte sur les Indiens l'histoire que voici : l'un d'eux rencontra Socrate à Athènes et lui demanda de définir sa philosophie. "C'est une étude des réalités humaines", répondit Socrate. Sur quoi, l'Indien éclata de rire : "Comment un homme pourrait-il étudier les réalités humaines, s'écria-t-il, quand il ignore les réalités divines !" »

De l'impuissance de l'homme à mesurer à la fois l'immense mystère et l'unicité du surnaturel, un philosophe hindou contemporain, Siniti Kunar Chatterji, donne l'image bien connue que voici : « Nous sommes semblables à des aveugles qui, tâtant telle ou telle partie du corps d'un éléphant, sont convaincus qu'ils touchent l'un une colonne, l'autre un serpent, le troisième une substance dure, le quatrième un mur, ou encore une

brosse munie d'un manche flexible suivant qu'ils tâtent la patte, la trompe, la défense, le corps ou la queue. »

En face de cette profonde humilité religieuse, l'Occident paraît oublieux de ses sources chrétiennes. Mais plus que d'une rupture que le rationalisme aurait opérée entre le religieux et le culturel, il faut parler, en vérité, d'une coexistence entre laïcité, science et religion, mieux de dialogues, dramatiques ou confiants, jamais interrompus malgré les apparences. Le christianisme s'affirme une réalité essentielle de la vie occidentale et qui marque, sans qu'ils le sachent ou le reconnaissent toujours, les athées eux-mêmes. Les règles éthiques, les attitudes devant la vie et la mort, la conception du travail, la valeur de l'effort, le rôle de la femme ou de l'enfant, autant de comportements qui ne semblent plus rien avoir à faire avec le sentiment chrétien et cependant en dérivent.

Il n'en reste pas moins que la tendance de la civilisation occidentale, dès que se développe la pensée grecque, c'est sa poussée vers le rationalisme, donc vers un dégagement par rapport à la vie religieuse. Mais c'est sa singularité, sur laquelle nous aurons à revenir. Sauf quelques exemples exceptionnels (certains sophistes chinois, certains philosophes arabes du XII^e siècle), aucun de ces dégagements ne se marque avec une telle netteté dans l'histoire du monde hors de l'Occident. Presque toujours les civilisations sont envahies, submergées par le religieux, le surnaturel, le magique ; elles y vivent depuis toujours, y puisent les plus puissantes motivations de leur psychisme particulier. Nous aurons l'occasion de le répéter bien des fois.

Chapitre III

Les civilisations sont des continuités

Dans un débat compliqué et qu'elle compliquera encore, mais auquel elle va *donner un sens*, reste à introduire l'histoire, ses mesures, ses explications évidemment essentielles. En effet, il n'y a pas de civilisation actuelle qui soit vraiment compréhensible sans une connaissance d'itinéraires déjà parcourus, de valeurs anciennes, d'expériences vécues. Une civilisation est toujours un passé, un certain passé vivant.

L'histoire d'une civilisation, par suite, est la recherche, parmi des coordonnées anciennes, de celles qui restent valables aujourd'hui encore. Il ne s'agit pas de nous dire tout ce que l'on peut savoir à propos ou de la civilisation grecque, ou du Moyen Âge chinois, mais tout ce qui, de cette vie de jadis, reste efficace aujourd'hui même, dans l'Europe occidentale ou la Chine de Mao Tse-toung. Tout ce par quoi passé et présent se court-circuitent, souvent à des siècles et des siècles de distance.

Les civilisations vues dans leurs brièvetés au jour le jour

Mais commençons par le commencement. Toute civilisation, hier comme aujourd'hui, se révèle en premier lieu par une série de manifestations faciles à saisir : une

pièce de théâtre, une exposition de peinture, le succès d'un livre, une philosophie, une mode vestimentaire, une découverte scientifique, une mise au point technique..., tous événements en apparence indépendants les uns des autres (il n'y a aucun lien, à première vue, entre la philosophie de Merleau-Ponty et une toute dernière toile de Picasso).

Ces faits de civilisation, notons-le, ont toujours une existence assez brève. Comment nous conduiront-ils vers ces coordonnées à découvrir, à la fois anciennes et actuelles, alors qu'ils semblent se remplacer et se détruire à l'occasion les uns les autres plutôt qu'ils ne se continuent ?

• ***Ces spectacles sont en effet sous le signe de changements obstinés. Le programme varie, nul ne désire qu'il tienne longtemps l'affiche.***

Cette variabilité se traduit dans la succession même des *époques* littéraires, ou artistiques, ou philosophiques. Autant d'épisodes fermés sur eux-mêmes. Il est loisible de dire, en empruntant le langage des économistes, qu'il y a des *conjonctures* culturelles comme il y a des conjonctures économiques, c'est-à-dire des fluctuations, plus ou moins longues ou précipitées, et qui le plus souvent se succèdent en se contredisant violemment. D'une époque à l'autre tout change, ou paraît changer, comme au théâtre, un projecteur, sans modifier décors ou visages, les colore différemment et les précipite dans un autre univers.

De ces « époques », la Renaissance est le plus bel exemple. Elle a ses thèmes, ses couleurs, ses préférences, ses tics même. Elle est sous le signe de la passion intellectuelle, de l'amour du beau, des discussions libres et tolérante où les jeux de l'esprit sont une forme supplémentaire de la joie de vivre. Sous le signe aussi d'une découverte, ou d'une redécouverte des œuvres de

l'Antiquité, à laquelle toute l'Europe cultivée participe passionnément.

De même il y a une *conjoncture* romantique (en gros de 1800 à 1850 bien qu'il y ait eu naturellement un préromantisme et un romantisme attardé) ; elle marquera les sensibilités et les intelligences, au long d'une époque troublée, difficile, au lendemain sans joie de la Révolution et de l'Empire, durant une période de reflux économique de l'Europe entière (entre 1817 et 1852). Nous ne dirons certes pas que ce reflux, à lui seul, explique, ou à plus forte raison crée l'inquiétude romantique ; rien ne dit qu'il n'y ait pas aussi des cycles particuliers de la sensibilité, des arts de vivre et de penser, indépendants ou semi-indépendants de tout contexte... Chaque génération, en tout cas, a le goût de nier celle qui l'a précédée, celle qui la suit le lui rendra avec usure. Il y aurait ainsi oscillation sans fin entre romantisme (ou baroque, disait Eugenio d'Ors) et classicisme, entre intelligence sèche et cœur inquiet, avec de spectaculaires renversements.

L'image qui s'impose est donc celle d'un constant va-et-vient. Une civilisation, comme une économie, a ses rythmes. Elle se présente comme une histoire à éclipses qu'on n'hésitera pas à découper en morceaux successifs, en tranches quasi étrangères l'une à l'autre. Ne dit-on pas *le Siècle de Louis XIV, le Siècle des Lumières* ? Et même : la « civilisation classique », la « civilisation du XVIII^e^ siècle » ? Ce sont là « civilisations d'époque », « diaboliques inventions », soutient un économiste philosophe, Joseph Chappey. Cette façon de parler lui semble contredire, en fait, l'idée même de civilisation, laquelle, nous le verrons, suppose une *continuité*. Mais, pour l'instant, laissons cette contradiction. D'ailleurs unité et diversité ne cessent de s'affronter, de vivre ensemble. Et nous devons en prendre notre parti.

• ***« Tournants », événements, héros : ces conjonctures, ces successions d'épisodes aident à comprendre la place à part qu'occupent dans l'histoire des civilisations certains événements ou personnages exceptionnels.***

Chaque épisode, vu de près, se décompose en une série d'actes, de gestes, de rôles. Les civilisations, après tout, ce sont des hommes, et donc, sans fin, les démarches, les actions, les enthousiasmes, les « engagements » de ces hommes, leurs virevoltes aussi. Cependant, dans cette série d'actes, d'œuvres, de biographies, un choix s'impose : se détachent d'eux-mêmes les événements ou les hommes qui signalent un « tournant », une phase nouvelle. Plus l'annonce est importante, plus le signal s'impose.

C'est un très grand événement (c'est-à-dire gros de conséquences) que la découverte de la gravitation universelle par Newton, en 1687. C'est un événement marquant que la représentation du *Cid* (1636) ou celle d'*Hernani* (1830).

De même les hommes émergent dans la mesure où leur œuvre annonce une saison de l'histoire, ou résume un épisode. C'est aussi bien le Joachim Du Bellay (1522-1566) de la *Défense et Illustration de la Langue française* que Leibnitz (1646-1716), le père du calcul infinitésimal, ou Denis Papin (1647-1714), l'inventeur de la machine à vapeur.

Mais les noms qui vraiment dominent l'histoire des civilisations sont ceux qui franchissent une série de conjonctures comme un navire peut traverser plusieurs tempêtes. À la jointure de vastes périodes se dressent souvent des esprits privilégiés, en qui plusieurs générations s'incarnent d'un seul coup : Dante (1265-1321) à la fin du Moyen Âge « latin » ; Goethe (1749-1832) à la fin de la première modernité de l'Europe ; ajoutons Newton, au seuil de la physique classique, ou encore,

mais agrandi aux dimensions monstrueuses de la science nouvelle d'aujourd'hui, le prestigieux Albert Einstein (1879-1955).

Les fondateurs de grands systèmes de pensée appartiennent à cette classe exceptionnelle : Socrate ou Platon, Confucius, Descartes ou Karl Marx dominent plusieurs siècles à la fois. Ils sont des fondateurs de civilisation, à peine moins importants que ces astres de première grandeur, les fondateurs de religion : Bouddha, le Christ, Mahomet, tous dans une lumière encore vivante, est-il besoin de le dire ?

Bref, la mesure d'après laquelle se jugent et se classent, par ordre d'importance, la masse confuse des événements et la masse non moins confuse des hommes, est bien le temps qu'ils mettent à s'effacer de la scène du monde. Ceux à qui appartient *la durée* et qui se confondent avec une réalité longuement vécue comptent seuls dans la grande histoire de la civilisation. Ainsi se retrouvent, au-delà d'une histoire familière, comme en transparence, les coordonnées secrètes du temps long vers lequel il faut maintenant nous diriger.

Les civilisations dans leurs structures

Ce langage des époques n'a livré que des images changeantes : sur la scène des civilisations elles apparaissent, puis disparaissent. Si nous essayons de saisir ce qui, pendant que se déroule le spectacle, ne varie guère au fond de la scène, alors émergent d'autres réalités, plus simples, d'un intérêt nouveau. Les unes durent le temps de deux ou trois spectacles, d'autres traversent quelques siècles, d'autres, enfin, durent si longtemps qu'on les croirait immuables. À tort bien entendu, car elles bougent, elles aussi, mais lentement, imperceptiblement.

• ***Telles sont les réalités mises en cause au chapitre précédent : les contraintes exercées sans fin par les espaces, les hiérarchies sociales, les « psychés » collectives, les nécessités économiques, toutes forces profondes, peu reconnaissables cependant à première vue, particulièrement pour ceux qui vivent en même temps qu'elles, à qui elles paraissent toujours aller de soi et ne poser aucun problème. Ce sont ces réalités que le langage d'aujourd'hui désigne sous le nom de « structures ».***

L'historien lui-même ne les voit pas apparaître aussitôt dans son récit chronologique habituel, trop précipité. Aussi bien, on ne peut ni comprendre ni surtout suivre ces réalités dans leur très lente évolution qu'en parcourant, qu'en gaspillant de vastes espaces de temps. Les mouvements de surface dont nous parlions tout à l'heure, les événements et les hommes eux-mêmes s'effacent alors devant nos yeux tandis que se dégagent de grandes permanences ou semi-permanences, à la fois conscientes et inconscientes. Ce sont là les « fondements », ou mieux les « structures » des civilisations : les sentiments religieux par exemple, ou les immobilités paysannes, ou les attitudes devant la mort, devant le travail, le plaisir, la vie familiale...

Ces réalités, ces *structures* sont en général *anciennes*, de longue durée, et toujours des *traits distinctifs et originaux*. Elles donnent aux civilisations leur visage particulier, leur être. Et celles-ci ne les échangent guère, chacune les considérant comme des valeurs irremplaçables. Bien entendu, ces permanences, ces choix hérités ou ces refus vis-à-vis des autres civilisations, sont généralement inconscients pour la grande masse des hommes. Et il importe, pour les dégager clairement, de s'éloigner, mentalement au moins, de la civilisation où l'on est soi-même plongé.

Soit, exemple simple et qui touche à des structures profondes, le rôle de la femme, au XX^e^ siècle, dans une société donnée, disons la nôtre, la société européenne. Ses particularités ne nous apparaîtront guère (tant nous les trouvons « naturelles ») que grâce à des comparaisons, avec le rôle de la femme musulmane, ou, pour aller à l'autre bout de la chaîne, celui de l'Américaine des États-Unis. Si nous voulions comprendre le *pourquoi* de cette situation sociale, nous devrions remonter loin dans le passé, au moins jusqu'au XII^e^ siècle, à l'âge de l'« amour courtois », pour ébaucher ce qu'a été la conception de l'amour et du couple en Occident. Ensuite recourir à une série d'explications : au christianisme ; à l'accès des femmes dans les écoles et les universités ; à l'idée que se fait l'Européen de l'éducation des enfants ; aux conditions économiques : niveaux de vie, travail de la femme au foyer ou hors de la maison, etc.

Le rôle de la femme s'affirme toujours une structure de civilisation, un test, parce qu'il est, dans chaque civilisation, réalité de *longue durée, résistante* aux chocs extérieurs, *difficilement modifiable* du jour au lendemain.

• ***Une civilisation répugne généralement à adopter un bien culturel qui mette en question une de ses structures profondes. Ces refus d'emprunter, ces hostilités secrètes sont relativement rares, mais conduisent toujours au cœur d'une civilisation.***

Tous les jours, une civilisation emprunte à ses voisines, quitte à « réinterpréter », à assimiler ce qu'elle vient de leur prendre. À première vue, chaque civilisation ressemble à une gare de marchandises, qui ne cesserait de recevoir, d'expédier des bagages hétéroclites.

Cependant, sollicitée, une civilisation peut rejeter avec entêtement tel ou tel apport extérieur. Marcel Mauss l'aura signalé : pas de civilisation digne de ce nom qui

n'ait ses répugnances, ses refus. Chaque fois, le refus arrive en conclusion d'une longue suite d'hésitations et d'expériences. Médité, décidé avec lenteur, il revêt toujours une importance extrême.

Le cas classique, n'est-ce pas la prise de Constantinople par les Turcs, en 1453 ? Un historien turc d'aujourd'hui a soutenu que la ville s'était donnée, qu'elle avait été conquise du dedans, avant l'assaut turc. Excessive, la thèse n'est pas inexacte. En fait, l'Église orthodoxe (mais nous pourrions dire la civilisation byzantine) a préféré à l'union avec les Latins, qui seule pouvait la sauver, la soumission aux Turcs. Ne parlons pas d'une « décision », prise vite sur le terrain, face à l'événement. Il s'est agi de l'aboutissement naturel d'un long processus, aussi long que la décadence même de Byzance et qui, de jour en jour, a accentué la répugnance des Grecs à se rapprocher des Latins dont les séparaient des divergences théologiques.

L'union était possible. L'empereur Michel Paléologue l'avait acceptée au concile de Lyon, en 1274. L'empereur Jean V, en 1369, avait fait à Rome profession de foi catholique. En 1439, le concile mixte de Florence montrait, à nouveau, la possibilité de l'union. Les plus éminents théologiens grecs, Jean Beccos, Démétrios Lydonès, Bessarion avaient écrit en faveur de l'union avec un talent auquel leurs adversaires n'opposèrent rien d'égal. Cependant, entre le Turc et le Latin, les Grecs préféreront le Turc. « L'Église byzantine par jalousie d'indépendance appela l'ennemi, lui livra l'Empire et la Chrétienté », parce que, comme l'écrivait déjà en 1385 le patriarche (de Constantinople) au pape Urbain VI, il laissait à l'Église grecque « pleine liberté d'action », et c'est le mot décisif. Fernand Grenard à qui nous empruntons ces explications, ajoute : « L'asservissement de Constantinople par Mahomet II fut le triomphe du patriarche anti-unioniste. » L'Occident connaissait d'ailleurs fort bien cette antipathie de l'Orient à son endroit.

« Ces schismatiques, écrivait Pétrarque, nous ont craints et haïs de toutes leurs entrailles. »

Autre refus lent à se formuler (en France où l'hésitation sera la plus grande, il y faudra presque un siècle) celui qui ferme à la Réforme l'Italie et la péninsule Ibérique, puis la France, champ de bataille longtemps indécis entre les deux manières de croire dans le Christ.

Refus encore, et pas seulement politique, s'il n'est pas unanime, celui qui écarte un Occident évolué et une Amérique anglo-saxonne (y compris le Canada) du marxisme et des solutions totalitaires des Républiques socialistes : le non est catégorique de la part des pays germaniques et anglo-saxons ; mitigé et beaucoup plus nuancé de la part de la France et de l'Italie, et même des pays ibériques. Il s'agit là, probablement, d'un refus de civilisation à civilisation.

Nous dirions, dans cette même ligne de réflexion, qu'une Europe occidentale, adoptant le communisme, l'organiserait probablement à sa manière, l'aménagerait comme elle aménage actuellement le capitalisme, dans une voie assurément différente de celle des États-Unis.

• ***Ce travail ou d'accueil, ou de refus, qu'une civilisation pratique en face des civilisations extérieures, elle l'exerce aussi en face d'elle-même, avec lenteur. Presque toujours, ce choix est peu conscient, ou inconscient. Mais c'est grâce à lui que, peu à peu, une civilisation se transforme, en se « partageant » d'une partie de son propre passé.***

Dans la masse de biens ou d'attitudes que son passé et ses développements poussent vers elle et lui proposent, elle trie peu à peu, écarte ou favorise, et par ses choix recompose un visage jamais entièrement nouveau, jamais le même.